



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

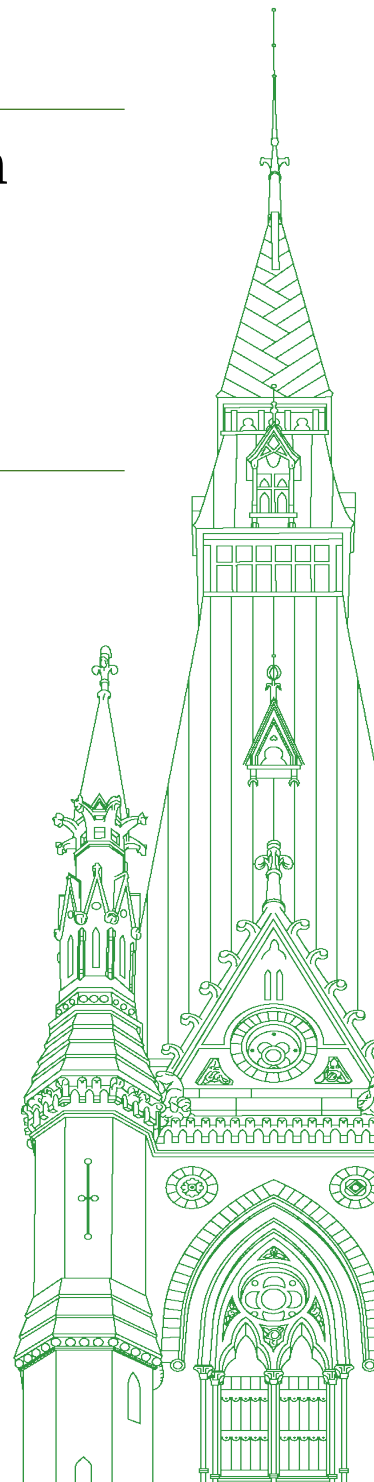
Comité permanent de la condition féminine

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 019

Le lundi 8 décembre 2025

Présidente : Marilyn Gladu



Comité permanent de la condition féminine

Le lundi 8 décembre 2025

• (1545)

[Traduction]

La présidente (Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton—Bkejwanong, PCC)): La séance est ouverte.

Bienvenue à la 19^e réunion du Comité permanent de la condition féminine. La réunion d'aujourd'hui se déroule dans un format hybride, conformément au Règlement.

Je vais faire quelques commentaires à l'intention des députés et des témoins. Veuillez attendre que je vous nomme avant de prendre la parole. Vous pouvez choisir, sur les dispositifs qui se trouvent ici dans la salle, la langue que vous voulez entendre, soit l'anglais ou le français. Vous pouvez aussi choisir la langue du parquet, dans quel cas vous entendrez les deux. Veuillez lever la main si vous voulez vous exprimer. Merci de votre collaboration.

Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le lundi 15 septembre 2025, le Comité reprend son étude de l'idéologie antiféministe.

Avant d'accueillir nos témoins, j'aimerais faire une mise en garde. Nous allons parler d'expériences liées à la violence et au féminicide, ce qui pourrait déclencher des réactions chez les personnes qui nous écoutent qui ont vécu des expériences semblables. Les participants qui se sentent en détresse ou qui ont besoin d'aide sont priés d'en informer la greffière. Il est important que tous les témoins et les députés comprennent que ce sont là des conversations difficiles. Essayons donc de faire preuve d'empathie dans tous nos échanges.

Je souhaite la bienvenue à nos témoins. Nous accueillons aujourd'hui Rachel Gilmore, journaliste à Bubble Pop Media, et Vé Mikaelian, coordonnatrice de la vie associative de la Fédération des femmes du Québec.

Bienvenue. Vous avez cinq minutes pour faire vos déclarations. Afin de vous aider, je vous montrerai une carte jaune lorsqu'il vous restera une minute. Je vous montrerai une carte rouge lorsqu'il vous restera 30 secondes. Quand votre temps de parole sera écoulé, je vous le ferai gentiment savoir.

Sur ce, écoutons Mme Gilmore, qui aura la parole pour cinq minutes.

Rachel Gilmore (journaliste, Média Bubble Pop, à titre personnel): Il y a quelques mois, je suis tombée sur un document de recherche qui m'a glacé le sang.

Cette étude, menée par Emelia Sandau et Luc Cousineau, a été publiée en juin dans la revue *Gender and Education*. Elle est intitulée « Comment dissuader les adolescents blancs de rejoindre l'extrême droite et autres répercussions des influenceurs masculinistes sur les enseignants ».

Les chercheurs ont utilisé des données recueillies au sein de la sous-communauté des enseignants sur le site Reddit.com afin de déterminer comment ces utilisateurs décrivaient l'influence d'une nouvelle montée de la misogynie sur les emplois des enseignants et dans les classes. Il semblerait que les enseignants sont bombardés de discours que ces jeunes apprennent des pires hommes que l'on trouve sur Internet.

Les chercheurs ont constaté que des étudiants répètent activement le discours des suprémacistes masculins à l'école, ce qui a pour conséquence de rabaisser les enseignantes et de rendre les classes moins sécuritaires. Les chercheurs ont aussi constaté que ces comportements influent sur la dynamique des genres en classe, jusqu'au point où un membre masculin de la faculté en est venu à se demander si ses collègues féminines enseignaient à la même école que lui étant donné le traitement qui leur est réservé.

Les enseignantes reçoivent des commentaires extrêmement dégradants de la part des jeunes hommes qui font partie de leur classe. Une grande partie de cette terminologie provient directement de la sphère masculine, comme lorsque les garçons qualifient toutes les femmes et les filles de « trous » et tout garçon gentil avec les filles de « lèche-bottes ».

En plus de l'influence observée sur la dynamique des genres dans leurs classes, les enseignantes ont mentionné que le contenu que ces jeunes consommaient en ligne suscitait en elles de véritables craintes en matière de sécurité. On peut lire dans cette étude l'histoire d'une enseignante dont l'un des étudiants avait été influencé par Andrew Tate, influenceur de la sphère masculiniste. Elle raconte que cet élève avait écrit un texte dans lequel il expliquait, détails choquants à l'appui, pourquoi les victimes d'agression sexuelle méritaient d'avoir été agressées et pourquoi toutes les femmes devaient à l'être. Il y avait également exposé beaucoup d'autres sentiments extrêmement inquiétants. Le sujet du devoir n'était aucunement lié à cette question, mais il avait tout de même choisi d'exposer ces opinions.

La recherche présente ensuite différentes approches que les enseignants avaient envisagées pour lutter contre ce phénomène, mais il était évident que tous ne s'entendent pas sur ce qui fonctionne. Par ailleurs, certains administrateurs ont dit aux enseignants que leur rôle n'était pas de leur faire part de leurs inquiétudes que les garçons seraient toujours des garçons.

Malgré tout ce que je viens de décrire, la raison pour laquelle j'ai voulu parler de cette étude et de ces anecdotes est qu'elles m'ont fait prendre conscience d'une réalité effrayante. Ces témoignages d'enseignants me donnent l'impression d'être sur une plage et de voir l'eau se retirer soudainement, très rapidement et de manière significative. Il s'agit de l'un des premiers signes de l'arrivée d'un tsunami. C'est le sentiment que m'a donné cette étude. Ces garçons sont jeunes à l'heure actuelle et ils disent et font ce genre de choses en classe. Ils vont toutefois vieillir et exposer ces idéologies dans le monde en général.

C'est pourquoi je suis si heureuse que vous étudiez la question de l'idéologie antiféministe. Les universitaires avec lesquels j'ai discuté affirment que l'idéologie antiféministe connaît un regain d'intérêt. Cette situation est due à plusieurs facteurs, notamment l'avènement des réseaux sociaux, la modération incompétente des géants de la technologie et la création par les influenceurs de la « manosphère » de points d'entrée faciles pour une idéologie plus radicale. Il n'y a malheureusement rien de nouveau à cela.

Des experts comme Luc Cousineau et Emelia Sandau seraient mieux placés pour parler de la littérature et des études sur ces sujets, mais je peux attester de certaines expériences vécues avec cette idéologie. En tant que femme qui s'exprime librement et qui a une très forte présence en ligne, je suis souvent exposée à ces espaces et ces idéologies antiféministes virulents. Cela signifie malheureusement que j'ai eu des interactions de première main avec la misogynie vicieuse que ces idéologies font transparaître.

Souvent, les nationalistes blancs que je couvre et qui crachent leur venin raciste et transphobe ne sont pas non plus très tendres avec les femmes. En tant que femme journaliste qui les expose, j'ai donc été la cible de cette haine. Les harceleurs ont eu recours à des tactiques plus subtiles, comme se moquer de ma voix et de mes tournures de phrases pour dénigrer mon travail. Ils affluent chaque fois que je me vois offrir des possibilités de carrière et répandent des attaques souvent vagues et genrées contre ma personnalité en espérant intimider les personnes qui envisageraient de m'offrir ces possibilités à l'avenir. Ils réussissent parfois, comme ce fut le cas pour un emploi en vérification des faits à CTV. D'ailleurs, après ma dernière comparution devant un comité, plusieurs de ces mêmes voix se sont moquées de ma façon de m'exprimer afin de prouver que je n'étais pas digne de l'honneur de témoigner devant le Parlement.

Si le fait d'écouter ces récits vous rend mal à l'aise, comme la fois où un homme a modifié une image afin de mettre du sperme sur mon visage et l'a fait circuler sur le Web, vous n'avez pas idée à quel point cette situation est difficile à vivre. Je suis donc encore une fois très heureuse que vous vous penchiez sur cette question. J'espère seulement que je vous serai utile aujourd'hui et que je pourrai répondre à vos questions.

Merci.

• (1550)

La présidente: Merci beaucoup.

Écoutons maintenant Mme Mikaelian, qui a la parole pour cinq minutes.

[Français]

Vé Mikaelian (coordonnatrice à la vie associative, Fédération des femmes du Québec): Merci de me recevoir aujourd'hui.

Permettez-moi d'entrer dans le vif du sujet sans détour. Vous savez, l'antiféminisme, ce n'est pas une opinion. Ce n'est pas une irritation culturelle en réaction aux progrès des femmes. C'est aujourd'hui l'une des idéologies extrémistes qui croît le plus rapidement en Occident. Elle représente une menace concrète pour la sécurité publique, la cohésion sociale et nos institutions démocratiques.

Les recherches récentes sont super claires. Il y a une étude portant sur 28,8 millions de messages publiés dans l'androsphère qui montrent une radicalisation accélérée. En 10 ans, la quantité de messages publiés dans ces commentaires a plus que doublé. Les chercheurs et les chercheuses observent une augmentation marquée des propos violents et des attaques contre les femmes. Dans certaines communautés des « incels », la proportion de messages ouvertement hostiles envers les femmes a augmenté de plus de 60 % après 2016.

On constate également que les communautés les plus violentes sont celles qui grandissent le plus vite. Les utilisateurs quittent les espaces modérés pour rejoindre les groupes les plus extrêmes.

La radicalisation, ce n'est donc pas un accident, c'est la trajectoire dominante de l'androsphère. Ces idéologies, vous savez, elles ne restent pas en ligne. Depuis 2014, des attaques commises au nom de l'idéologie des « incels » ont causé au moins 89 morts, dont 15 au Canada. Ça fait de notre pays le deuxième territoire, après les États-Unis, le plus touché au monde par les violences misogynes motivées idéologiquement.

Au Canada, l'un des cas récents les plus marquants est celui d'Alek Minassian, qui a commis l'attentat de Toronto en 2018 en déclarant agir au nom de l'idéologie des « incels ». Son geste n'était pas isolé. Il était représentatif d'un mouvement qui est plus large, dans lequel la haine des femmes devient un moteur explicite de violence.

Ces chiffres doivent être pris au sérieux. On ne parle pas d'individus isolés. On parle d'assaillants qui se réclament explicitement d'une idéologie qui est structurée et nourrie par des espaces en ligne, où la violence contre les femmes est présentée comme un acte politique.

Les recherches démontrent également que chaque participation dans l'androsphère rend les utilisateurs plus agressifs et plus perméables à des discours qui sont extrémistes, de toutes les sortes. La haine envers les femmes, ce n'est pas un symptôme accessoire. Elle est pour beaucoup le point de départ de leur radicalisation.

À côté de cette radicalisation explicite, il existe un autre phénomène tout aussi préoccupant. C'est le fait que l'antiféminisme se normalise. Il s'exprime désormais d'une manière complètement décomplexée. Les recherches démontrent qu'il circule de plus en plus de discours présentés comme raisonnables, modérés, et même humoristiques. On parle de crise de masculinité, on dépeint l'égalité comme un excès et on remet en question les acquis des féministes au nom de la liberté ou de la tradition. Dans un contexte de malaise social généralisé, de crise économique et d'incertitude, ces récits trouvent un terrain qui est fertile. Ces discours ne prônent peut-être pas la violence directement, mais ils créent un environnement où les idées extrêmes deviennent pensables et acceptables.

Enfin, il est essentiel de reconnaître qu'il existe aussi un antiféminisme qui est structurel. Certaines politiques publiques, même sans se revendiquer comme antiféministes, peuvent produire des effets qui touchent de manière disproportionnée les femmes, en particulier les femmes racisées, musulmanes, migrantes ou vivant dans la précarité. On pense notamment aux lois adoptées au nom d'une soi-disant laïcité qui instrumentalise l'égalité hommes-femmes. Elles ont comme effet de limiter l'accès à l'emploi de certaines femmes portant des signes religieux et de diminuer leur mobilité professionnelle et sociale. On pense aussi aux politiques de sécurité ou de contrôle des frontières, comme le projet de loi C-12, qui ont des conséquences directes sur la sécurité et la protection des femmes migrantes ou demandeuses d'asile.

Lorsque l'État fragilise la capacité de certaines femmes à participer pleinement à la société, ça contribue à un antiféminisme qui est institutionnel. Cet antiféminisme institutionnel nourrit à son tour les idéologies qui sont violentes. Les politiques discriminatoires valident les discours misogynes. Ces discours justifient ensuite les politiques. C'est donc un genre de cercle vicieux.

Les signaux d'alerte ne sont ni faibles ni ambigus, ils sont massifs, documentés et ils convergent. Ils annoncent une trajectoire dangereuse si nous n'agissons pas maintenant. L'antiféminisme, c'est une idéologie extrémiste fondée sur le genre. Ça fragilise la démocratie, parce que ça remet en question l'égalité des citoyens et des citoyennes et ça réduit la participation des femmes dans la vie publique. Ça sert aujourd'hui de porte d'entrée à des formes d'extrémisme qui menacent directement notre sécurité nationale. Ça alimente d'autres formes de haine. Ça se diffuse auprès des plus jeunes plus rapidement que ce que nos mécanismes actuels de prévention sont capables de suivre.

Nous ne pouvons plus regarder ailleurs.

● (1555)

La présidente: Merci beaucoup.

Nous allons commencer avec madame Vien pour six minutes.

Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Mesdames, je vous remercie de vous être rendues disponibles, cet après-midi. Nous sommes vraiment contentes et contents de vous recevoir.

C'est un sujet qui nous tient beaucoup à cœur. Franchement, nous sommes toutes et tous affolés par ce que nous entendons et aussi par ce que nous voyons depuis quelques années au sujet de l'antiféminisme. Seulement l'année passée, 240 femmes sont mortes assassinées au Canada, une femme tous les deux jours, toutes les 48 heures. C'est extrêmement préoccupant.

Madame Mikaelian, vous me semblez assez pessimiste. Vous nous brossez un tableau très noir, et je sens que vous êtes très préoccupée par tout ça. C'est probablement aussi l'organisation qui est porteuse de cette alerte qu'on doit lancer.

Vous parlez d'un acte politique. Qu'est-ce que vous voulez dire, exactement? Vous avez dit, à moins que j'aie mal compris, que l'antiféminisme était un acte politique.

Vé Mikaelian: Oui, pour les hommes qui sont dans l'androsphère, ça devient un acte politique. Pour eux, s'exprimer et s'affirmer dans la société en tant qu'antiféministes, c'est comme exercer leurs droits démocratiques. C'est une identité politique que ces garçons et ces hommes vont revêtir pour défendre leur droit de participer à cette société.

Dominique Vien: On a beaucoup parlé d'éducation au Comité dans d'autres études que nous avons faites. Nous sommes un peu hyperactifs, ici, puisque nous en avons mené neuf au cours des quatre dernières années, et l'éducation revient toujours à la surface. Je me souviens d'une étude, entre autres, dans laquelle on disait qu'il faut vraiment aussi cibler les jeunes garçons. Qu'est-ce qu'on devrait faire? Qu'est-ce que vous recommanderiez que l'on fasse, qu'on mette de l'avant pour justement aider ces jeunes garçons à avoir une trajectoire vraiment différente de celle qu'ils peuvent prendre?

Vé Mikaelian: Il est manifeste qu'il va falloir plus de prévention. Il va falloir outiller les personnes sur le terrain pour avoir ces discussions avec nos garçons.

Dominique Vien: Que voulez-vous dire par prévention?

Vé Mikaelian: Par prévention, je veux dire qu'il faut de l'éducation populaire. Il faut que les personnes sur le terrain, les enseignants et enseignantes, soient outillés pour le faire.

Il faut aussi outiller les parents, qui ont un devoir dans cette situation. Il faut leur demander de s'intéresser à ce que leurs garçons font, pas seulement les confronter, mais aussi s'intéresser à l'univers dans lequel ils baignent. Vous savez, dans l'androsphère, c'est deux clics, sur l'algorithme, puis on perd complètement le contrôle: les garçons commencent à regarder quelque chose sur la musculation sur leur cellulaire, puis ça mène à du contenu antiféministe.

Il faut vraiment que les parents et les adultes importants s'intéressent sincèrement à ce que leurs garçons font et à ce qu'ils regardent.

Dominique Vien: Oui. Quant à la technologie, elle est ce qu'elle est. Je suis moi-même dépassée par la technologie, car je ne suis pas à l'âge où je suis très à l'aise là-dedans. Les parents peuvent avoir de la difficulté à suivre, aussi. On a entendu dire que les enseignants — je pense que c'était 60 % — étaient complètement dépassés par les événements, dans les classes.

Vé Mikaelian: Oui. Une recherche a été menée récemment et ce que je vais dire est cru. Dans cette recherche menée par le GRIS, un organisme défendant la diversité sexuelle, on demandait aux garçons comment ils se sentiraient s'ils apprenaient que leur sœur est lesbienne. Beaucoup de garçons ont ajouté une case pour dire qu'ils tueraient leur sœur si elles annonçaient qu'elles étaient lesbiennes. C'est ce que la recherche a démontré. C'est une recherche qui vient tout juste d'être menée. Il y a une augmentation de ce genre de discours. C'est ce que ma collègue disait, aussi, dans son allocution.

Dominique Vien: Madame Gilmore, parlons d'Andrew Tate, que j'ai de la difficulté à nommer, parce que je ne veux pas lui faire trop de publicité. Une témoin est venue ici la semaine passée — je ne me souviens malheureusement plus de son nom — et disait que, chaque fois que cette personne est en ondes ou a de la publicité, le nombre de clics ou le nombre de personnes qui le suivent explose. L'émission grand public *Tout le monde en parle* a reçu cette personne. Je ne sais pas si vous connaissez cette émission, entre autres d'affaires publiques, le dimanche soir. Est-ce que, ouvertement, on devrait parler à ces gens, leur donner la parole? Il a eu un grand espace de communication, ce soir-là.

• (1600)

Rachel Gilmore: Je pense que, si on veut parler à ces personnes, il faut le faire d'une manière responsable. Il faut leur poser des questions difficiles sur leurs idées. Je n'étais pas dans la salle quand ils ont décidé de l'inviter. Peut-être que si j'avais été une animatrice de cette émission, je n'aurais pas invité ce genre d'homme. Dans la situation où ces hommes ont une plateforme, il faut leur poser des questions difficiles sur les concepts qu'ils véhiculent.

Dominique Vien: Madame Mikaelian, nous cherchons ici des solutions et des recommandations. Vous nous avez parlé de prévention. Est-ce que vous auriez d'autres recommandations à faire au gouvernement?

[Traduction]

Vé Mikaelian: Bien sûr.

[Français]

Il faut financer les groupes féministes qui font de la recherche, parce qu'il faut avoir accès à beaucoup plus de données pour être capable de légitimer les actions qu'on essaie de poser sur le terrain. C'est une mesure que le gouvernement pourrait prendre, qui nous aiderait énormément dans notre lutte.

[Traduction]

La présidente: Excellent. Nous passons maintenant à Mme Khalid pour cinq minutes.

Iqra Khalid (Mississauga—Erin Mills, Lib.): Merci beaucoup, madame la présidente.

Merci aux témoins de leur présence aujourd'hui. Nous vous remercions du fond du cœur pour tout le travail que vous effectuez dans ce domaine. Ma première question s'adresse à Mme Gilmore.

Nous parlons d'idéologie antiféministe et d'endoctrinement par une organisation ou organisé d'une certaine façon. À qui fait-on référence quand on dit « ils »? Qui est derrière tout cela?

Rachel Gilmore: Il n'y a pas nécessairement d'organisation au sens où il existerait une structure traditionnelle. On pourrait toutefois affirmer que le modèle de bénéfices et la structure incitative créés par les réseaux sociaux et par la manière dont ces personnalités peuvent tirer parti de moyens créatifs pour atteindre la viralité constituent une structure institutionnelle qui crée un environnement propice à leur réussite. Andrew Tate est un excellent exemple. Il a initialement été banni des réseaux sociaux, mais il a réussi à prospérer malgré tout, car il a dit à ses abonnés: « Quand je serai exclu de ces plateformes, prenez mes vidéos et publiez-les partout. » Il a donné à ses abonnés la permission de le faire et les a encouragés à le faire. Il en a résulté une sorte de réaction perverse qui a fini par se produire, et sa popularité a explosé encore davantage lorsqu'il a été exclu des plateformes.

Le terme « ils » fait donc référence à ces plateformes technologiques et aux médias alternatifs. Il existe toutes sortes de plateformes alternatives qui permettent à un individu de joindre un public après avoir été expulsé d'une plateforme plus générale. Je ne dirais pas que c'est organisé au sens traditionnel, mais il y a sans l'ombre d'un doute beaucoup de mains qui pignent dans la caisse ici.

Iqra Khalid: Merci. Je vous suis reconnaissante.

Vous avez parlé d'Andrew Tate. Il y en a beaucoup d'autres comme lui. Pourquoi les jeunes sont-ils aussi enclins à se laisser convaincre par ce message?

Rachel Gilmore: J'ai posé exactement la même question à un chercheur qui se penche sur ces questions au sujet d'Andrew Tate dans mon balado il n'y a pas si longtemps. Il m'a répondu que beaucoup de ces jeunes veulent que quelqu'un leur dise comment être un homme dans notre société. Des hommes comme Andrew Tate affirment avoir une réponse à cette question. Ils présentent également leur contenu de telle manière qu'il est très difficile de modérer certains éléments, car lorsqu'il ne fait que s'adonner à la musculation de combat, on ne peut pas supprimer ce genre de contenu. Il s'agit d'un point d'entrée facile qui finit par diriger les personnes qui consomment du contenu sur la forme physique, comme vous l'avez mentionné plus tôt, vers ce pipeline qui mène à une radicalisation plus profonde.

C'est difficile parce que nous devons vraiment avoir un contre-poids au fait que ces hommes existent et se présentent en tant que modèles pour ces jeunes hommes sur la façon d'être un homme. Honnêtement, je pense que nous devons remettre en question l'idée selon laquelle ces idées correspondent à la virilité.

• (1605)

Iqra Khalid: Voulez-vous dire que ces influenceurs ou « modèles » exploitent la vulnérabilité des jeunes hommes pour faire de l'argent?

Rachel Gilmore: Sans aucun doute. Oui, tout à fait. Ce n'est qu'une arnaque. Certains d'entre eux sont des idéologues, assurément, mais beaucoup de gens ont compris qu'il y a des tonnes d'argent à faire en exploitant la peur et l'insécurité des personnes. Le monde dans lequel nous vivons fait peur. C'est accablant. On peut faire beaucoup d'argent en disant aux gens qu'on a toutes les réponses sur la façon dont ils devraient vivre et qu'on peut les aider à obtenir les filles, l'argent et les voitures de course. Je trouve cela répugnant parce qu'il y a de vrais problèmes à régler dans le monde, mais rien de ce qu'offre Andrew Tate ne permettra de le faire.

Iqra Khalid: Merci.

Madame Mikaelian, voulez-vous ajouter quelque chose?

[Français]

Vé Mikaelian: On vit en ce moment une grande instabilité: le coût de la vie augmente, les perspectives s'amenuisent pour les jeunes, il est difficile d'imaginer acheter une maison, l'environnement brûle, et j'en passe. Les jeunes sont donc vulnérables et le moment est propice pour que ces influenceurs retiennent leur attention. La détresse que vivent ces jeunes est réelle et elle est justifiée. Il faut s'occuper de cette détresse parce qu'elle vient de quelque part de vrai. La solution que les influenceurs donnent aux jeunes est une solution facile, qui semble leur donner rapidement la réponse à tout. Il faut donc que, nous aussi, nous reprenions la balle au bond.

[Traduction]

Iqra Khalid: Merci.

Voici la dichotomie selon moi. De toute ma vie, je ne me souviens pas avoir entendu dire: « Oh, voici les raisons pour lesquelles cette jeune femme ou cette fille ressent ce qu'elle ressent », alors qu'ici, nous avons toute une étude sur les raisons pour lesquelles les jeunes hommes et les garçons ressentent ce qu'ils ressentent et sont endoctrinés.

Je crois que nous sommes tous maîtres de nos choix. Comment pouvons-nous trouver l'équilibre entre l'offre de soutien en matière de prévention aux jeunes garçons et aux jeunes hommes et le fait de les tenir responsables des actes répugnants qu'ils commettent parfois?

Rachel Gilmore: Je crois qu'il est important de ne pas les couvrir en agissant comme si les jeunes hommes vivaient une crise précise que tous les jeunes ne vivent pas.

L'égalité du revenu atteint un sommet inégal au Canada et il s'agit d'un précurseur de bon nombre des sentiments de vulnérabilité et d'insécurité que tous les jeunes vivent. La différence est que beaucoup de ces jeunes hommes sont la cible d'escrocs qui tirent profit de ces manifestations spécifiques de l'insécurité chez les jeunes hommes. Je crois toutefois qu'il est inutile d'agir comme si les causes profondes sont naturellement propres aux expériences vécues des jeunes hommes quand il s'agit en fait en grande partie d'un problème sociétal.

La présidente: Merci.

[Français]

Madame Larouche, vous avez la parole pour six minutes.

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Merci beaucoup, madame la présidente.

Je remercie les témoins d'être avec nous aujourd'hui pour cette étude qui nous ramène à la montée de l'antiféminisme et du masculinisme, les causes en amont d'autant de féminicides et de violence envers les femmes, et qui mènent, malheureusement, inévitablement à une montée des violences envers les femmes.

Madame Gilmore, vous êtes journaliste, et peut-être que Mme Mikaelian aura quelque chose à ajouter.

La semaine dernière, entre autres, on a beaucoup parlé de la situation problématique des médias. Je reviens aux médias à cause de la place de la désinformation et de la mésinformation dans le dossier de cette radicalisation et de cette montée du mouvement antiféministe. Comme le disait Marie-Eve Carignan, professeure à l'Université de Sherbrooke, tout en reconnaissant qu'il y a une crise médiatique créée par le fait que les géants numériques de ce monde ne paient pas leur part et viennent réduire les revenus publicitaires des médias, en quoi cela serait-il important de s'assurer de l'importance d'avoir une diversité de voix médiatiques pour éviter cette désinformation et cette mésinformation? Quel rôle le fédéral peut-il jouer pour aider?

• (1610)

Rachel Gilmore: Il est essentiel d'avoir une diversité d'opinions dans les médias. Il faut notamment le journalisme local; c'est essentiel dans plusieurs aspects de la société. Les médias locaux sont la seule source de reportages sur les problèmes qui surviennent dans les conseils municipaux et les organisations du genre. Sans ces médias locaux, on ne saurait jamais comment régler ces problèmes dans les communautés ou comment en parler. Sans les faits réels sur les problèmes de la société, les gens vont chercher qui blâmer pour ces problèmes. Comme on l'a déjà dit, beaucoup de gens profitent de la situation pour proposer qui blâmer, et il est donc essentiel d'avoir une diversité de médias et des médias forts et bien soutenus financièrement pour faire contrepoids à ces personnes problématiques qui profitent des gens. C'est là où le gouvernement peut aider.

Andréanne Larouche: Madame Mikaelian, je vous vois hocher de la tête. Avez-vous quelque chose à ajouter?

Vé Mikaelian: Oui. Nous avons aussi besoin que les médias s'intéressent à ce que les gens ou les groupes communautaires font sur le terrain, parce que l'expertise vient de là. C'est nous qui faisons la recherche, c'est nous qui avons cette expertise du terrain. Il faudrait cet arrimage entre les médias et ce que nous faisons.

Andréanne Larouche: Un autre chercheur, David Morin, est venu nous dire la semaine dernière qu'il trouvait que la ligne était floue en matière de liberté d'expression, mais qu'il comprenait l'importance d'une loi concernant les discours haineux en ligne. Pour sa part, Léa Clermont-Dion, une autre chercheuse, est venue nous parler de l'importance de légiférer contre les cyberviolences, quelque chose qui relève directement du fédéral puisque ça touche au Code criminel.

En quoi est-il majeur de réussir à se donner des outils d'intervention quand la situation va trop loin?

Vé Mikaelian: Il est sûr que c'est important. Mettre en place de telles lois, c'est un excellent pas vers l'avant. Par contre, si on continue toujours à réagir au lieu de prévenir, on ne s'en sortira jamais. On va se retrouver avec de la violence qui augmente. On ne peut pas mettre toutes ces personnes en prison, on ne peut pas arrêter toutes ces personnes. Il faut faire de la prévention. C'est là, la racine.

Andréanne Larouche: Comme on dit, c'est un continuum. C'est ce qu'on entend, ici, au Comité: il faut travailler en amont sur les causes de la violence, mais aussi se donner des outils pour envoyer un message fort, car, un moment donné, il y a des limites. On travaille en éducation, mais il n'y a pas d'outils contre ceux qui vont trop loin.

Madame Gilmore, avez-vous quelque chose à ajouter en ce qui concerne l'importance de lutter contre les cyberviolences?

Rachel Gilmore: Personnellement, je reçois beaucoup de menaces de mort et de viol. Je trouve qu'on est toujours en mode réaction avec la mise en place d'une loi. D'après mes expériences, même quand il y a des menaces, cette loi ne sert pas à grand-chose. Quand les menaces sont faites en ligne, on répond qu'il est très difficile d'investiguer et de trouver des réponses parce qu'il y a trop de gens en ligne. Je voulais juste dire qu'il est vraiment important de prévenir, au lieu de réagir à ces problèmes. Personnellement, ça m'oblige à changer ma façon de vivre.

[Traduction]

La présidente: Très bien. Merci.

Nous passons maintenant à notre deuxième période de questions. Écoutons Mme Roberts, qui aura la parole pendant cinq minutes.

• (1615)

Anna Roberts (King—Vaughan, PCC): Merci, madame la présidente.

Merci de participer à notre réunion. Il s'agit d'une conversation fort intéressante.

Ma question s'adresse à vous deux. Avec l'augmentation de 76 % de la violence entre partenaires intimes, êtes-vous d'accord pour dire qu'il faut resserrer les lois afin de protéger les femmes?

Rachel Gilmore: Cette question est extrêmement vague. Pouvez-vous être plus précise?

Anna Roberts: Je vais vous donner un exemple. Une famille a fait imposer ni une, ni deux, mais bien trois cautions contre le partenaire de sa fille, qui était libéré sous caution. Il a fini par la tuer. Il lui a tiré dessus à quatre reprises, une fois dans l'œil.

Comment pouvons-nous protéger les femmes innocentes contre les hommes qui instillent la violence? Ne croyez-vous pas qu'il aurait dû rester en prison?

Rachel Gilmore: Parlez-vous bien du resserrement des lois sur les cautions? Est-ce ce sur quoi porte précisément votre question?

Anna Roberts: Oui.

Rachel Gilmore: D'accord.

Dans le contexte des dispositions relatives à la mise en liberté sous caution, je pense que, même si certains aspects du système actuel en Ontario doivent être réformés — je n'ai pas les chiffres en tête actuellement — il me semble que le nombre de personnes innocentes actuellement incarcérées est supérieur à celui des personnes qui ont été jugées coupables par la justice et incarcérées. Je ne suis pas convaincue que la réponse soit nécessairement de placer simplement plus de gens dans le système carcéral à cet égard.

Beaucoup de personnes sont plus qualifiées que moi pour s'exprimer sur la nécessité ou non de renforcer le système de mise en liberté sous caution. Ce que je peux dire, c'est que nous ne parviendrons pas nécessairement à résoudre les problèmes en arrêtant plus de gens et en mettant plus de personnes légalement innocentes derrière les barreaux.

[Français]

Vé Mikaelian: Encore une fois, on réagit aux faits accomplis, alors qu'il faut mettre des choses en place pour ne pas que ça arrive. On parle aussi beaucoup de contrôle coercitif: il faut des lois sur le contrôle coercitif. Il faut reconnaître que le continuum de la violence ne comprend pas seulement des coups ou des meurtres, mais qu'il y a toute une tendance qui se met en place avant: il y a de la violence économique ou de la violence psychologique, notamment, qui font qu'une femme ne se sentira même pas à l'aise de mettre fin à sa relation ou d'aller voir les autorités. On sait aussi que les autorités victimisent souvent les femmes. Par conséquent, les femmes ne se sentent pas à l'aise, elles se sentent souvent un peu dénigrées par le système de justice. Il y a tellement de choses à mettre en place en amont avant d'arriver à cette solution extrême de juste mettre plus de gens derrière les barreaux.

[Traduction]

Anna Roberts: Ce qui m'inquiète est que nous avons étudié la violence entre partenaires intimes et constaté une augmentation de 76 % des taux. Plusieurs parents de ma collectivité qui ont perdu des enfants, des femmes, aux mains de cette violence sont venus me voir. Je comprends que nous devons éduquer et prévenir. Je le comprends, c'est excellent.

J'ai un garçon et une fille. Je les traite de la même façon et je leur ai appris qu'ils doivent traiter tout le monde sans exception avec respect. Vous allez en venir au fait que parfois, dans notre culture,... Par exemple, des personnes issues d'autres cultures ne comprennent pas nos lois et ne sont pas capables de se protéger. Le Comité a entendu le témoignage d'une personne issue d'une culture différente dans laquelle les hommes ont la possibilité d'être la personne dominante. Malheureusement, sa famille estimait qu'il n'y avait rien de mal à cela et que la violence était acceptable. Il faut mettre fin à ce genre de situation.

Vous parlez d'éducation, mais comment pouvons-nous éduquer les femmes qui arrivent ici? Je travaille avec un groupe dans la région de York qui tente de les éduquer sur la loi afin qu'elles puissent être mieux protégées. Si nous ne les éduquons pas avant qu'elles arrivent ici et soient terrorisées, comment allons-nous les protéger?

Rachel Gilmore: Il y a plein d'hommes ici qui terrorisent les femmes.

Anna Roberts: Je comprends.

Rachel Gilmore: Je ne comprends pas trop pourquoi nous isolons précisément les hommes qui arrivent ici et terrorisent les femmes du pays.

Anna Roberts: Je comprends. Je ne les isole pas. Je dis que cet enseignement doit commencer à la maison, que nous comprenons... Je suis une mère et j'ai toujours dit à mon fils qu'il doit traiter chaque personne avec le respect qu'elle mérite s'il veut lui aussi être respecté. Si nous pouvons enseigner aux hommes du pays que les femmes sont aussi importantes qu'eux, notre société sera meilleure et nous aurons plus de possibilités d'être égaux. Êtes-vous d'accord?

• (1620)

[Français]

Vé Mikaelian: Comme ma collègue le disait, le problème n'est pas marqué pour un groupe social plus qu'un autre, mais vise les hommes en général. Les statistiques ne nous montrent pas que les hommes migrants sont plus violents que les hommes blancs. On n'est pas du tout dans cette rhétorique.

Je pense aussi qu'il faudrait donner accès aux services. Les femmes qui viennent souvent et qui sont migrantes ici n'ont pas accès aux services. Elles ne se sentent pas prises au sérieux dans la société civile, elles se sentent rejetées et elles ne sentent pas à l'aise pour aller chercher l'aide dont elles ont besoin. Donnons-leur alors accès à cette aide, rendons-y l'accès encore plus facile pour elles, et incluons-les le plus possible dans la société. Je pense que c'est comme ça que l'on va protéger les femmes.

[Traduction]

Anna Roberts: Croyez-vous que...

[Français]

La présidente: Votre temps de parole est écoulé.

Passons maintenant à Mme Ménard.

Madame Ménard, vous avez la parole pour cinq minutes.

Marie-Gabrielle Ménard (Hochelaga—Rosemont-Est, Lib.): Merci, madame la présidente.

Merci à vous, mesdames. Votre présence ici est très précieuse.

Depuis le début de l'étude, il y a eu de nombreux témoins et chaque expertise nous a donné un nouvel éclairage. C'est ce qui fait la richesse de l'exercice.

Madame Gilmore, vous êtes journaliste. Vous avez travaillé pour différents médias. Vous êtes aujourd'hui journaliste indépendante. J'ai envie de profiter de votre présence pour vous entendre témoigner. Vous êtes une personnalité visible. On s'entend pour dire que le journalisme, ce métier qui repose sur des faits, est l'un des remparts pour protéger notre démocratie.

Que pourrait-on dégager du fait qu'une femme comme vous, une journaliste qui travaille avec des faits et qui est exposée à de la violence en ligne, peut avoir comme incidence sur le reste de la société? Il y a des femmes et des filles qui se font insulter et menacer de mort et de viol tous les jours sur les réseaux sociaux. Étant donné que vous avez beaucoup de gens qui suivent vos travaux, qu'est-ce que ça peut indiquer comme dynamique?

Rachel Gilmore: Je pense que je vais vous répondre en anglais.

[Traduction]

J'ai atteint la limite de mon français. Je suis désolée.

Je m'inquiète constamment des conséquences que les propos virulents auxquels je suis confrontée peuvent avoir sur les jeunes femmes qui regardent et suivent mon travail journalistique. C'est souvent l'une des choses qui me rend le plus triste parce que je veux inspirer les jeunes femmes. Je ne veux pas qu'elles se disent, après avoir vu ce que je subis, qu'elles ne pourraient pas vivre dans une telle situation où qu'elles ne pourraient pas le faire. Je ne vais pas prétendre que c'est facile. J'ai dû changer ma façon de vivre. Il y a certaines choses que je ne peux plus faire comme avant.

[Français]

Marie-Gabrielle Ménard: Pouvez-vous nous donner des exemples?

[Traduction]

Rachel Gilmore: Lorsque j'invite des amis chez moi, je leur dis qu'ils ne peuvent pas prendre de photos qui montrent la vue vers l'extérieur. Je suis très prudente quand je partage des emplacements en direct lorsque je suis en mouvement. En fait, j'allais parfois danser et boire quelques verres. Maintenant, je me couche tôt et je bois rarement plus de deux verres, simplement parce que j'ai peur de perdre le contrôle en public, et encore plus de voir l'un de mes harceleurs ou l'un des hommes qui m'ont menacée.

Même mon partenaire, qui est un musicien, en a subi les conséquences. Des individus sont allés à ses concerts afin de me filmer et de me harceler. Je dois donc même faire attention quand je partage cette partie de ma vie et chaque fois que je me déplace. Je dois faire beaucoup de choses et c'est très déplaisant.

Je ne sais pas si vous aviez une autre question ou si vous vouliez que je parle de...

[Français]

Marie-Gabrielle Ménard: En fait, l'expérience que vous racontez en ce moment peut donc vous permettre de croire que ça pourrait dissuader des jeunes filles soit d'exercer le métier de journaliste, soit de s'exposer dans l'espace public.

Rachel Gilmore: Absolument.

[Traduction]

C'est sans aucun doute une question de liberté d'expression. Certaines jeunes femmes vont choisir de ne pas exercer ma profession après avoir vu mon expérience qui me brise le cœur. Je pense que c'est pour cela que les gens le font. Je crois que c'est l'une des raisons pour lesquelles je suis victime de ce harcèlement. Les gens veulent qu'il y ait moins de voix qui sortent du moule des hommes blancs hétérosexuels en journalisme.

Je réponds à la plupart des critères du privilège en général, mais je crois réellement qu'il y a une volonté de réduire au silence les personnes qui font du journalisme comme moi, car je suis une

jeune — plus ou moins jeune en fait — femme qui s'exprime librement.

Il est bouleversant de penser une telle chose, et c'est pourquoi j'essaie également de projeter une image de force et de montrer que cela ne m'arrête pas. Si ces jeunes femmes choisissent finalement de faire carrière en journalisme, elles seront soutenues par toute une communauté de femmes, mais beaucoup d'hommes tentent de rendre cette carrière effrayante.

[Français]

Marie-Gabrielle Ménard: Mesdames, ma prochaine question s'adresse à vous deux. Vous intervenez toutes les deux dans l'espace numérique, l'espace Web. Que pourriez-vous nous dire sur ce qu'on observe en lien avec l'incidence des mots-clics et la façon d'agréger des communautés dans le cas de l'antiféminisme?

Vé Mikaelian: Je ne sais pas si ce sont les mots-clics qui sont le problème, mais je pense que ces communautés ne se forment pas tant dans les médias grand public que dans des communautés comme sur Reddit ou d'autres médias du genre, qui permettent à quelqu'un, au moyen d'un mot clé, de trouver une communauté ou un groupe de personnes qui discute de certains sujets et qui va un peu devenir sa maison et son endroit de prédilection. Les médias grand public vont beaucoup exprimer leurs opinions, et ils vont attaquer des personnes comme ma collègue ici. Cependant, le détail de la chose se trouve vraiment dans les canaux un peu parallèles.

• (1625)

La présidente: Merci beaucoup.

Madame Larouche, vous avez la parole pour deux minutes et demie.

Andréanne Larouche: Merci beaucoup, madame la présidente.

Encore une fois, mesdames Gilmore et Mikaelian, merci beaucoup de vos témoignages.

Madame Gilmore, j'ajouterais qu'il n'y a pas qu'en journalisme que les femmes sont plus sensibles au phénomène de la violence. Je pense qu'en politique, en ce moment, les femmes représentent à peine 30 % et qu'il y a donc un recul sur cette question. Je suis convaincue que pas une femme ne dirait qu'elle a envie de s'exposer à cette violence, mais qu'elle n'a pas envie d'y exposer ses enfants. C'est quelque chose dont on ne parle pas suffisamment. Il devrait y avoir plus de femmes en politique.

Que pourrait-on faire au fédéral? On est en mode solution. Je vous ai interrogée sur la question du Code criminel, et nous essayons d'en arriver à des propositions au gouvernement fédéral sur la question de l'aide aux médias pour qu'il agisse.

Madame Mikaelian, il y a une autre chose qui relève du gouvernement fédéral. Vous avez parlé des politiques gouvernementales. Le gouvernement fédéral est responsable, entre autres, de la politique étrangère. Ce matin, j'ai rencontré des femmes afghanes, et leur message est qu'il faut que le Canada continue d'être un chef de file. Cependant, elles sont inquiètes, car il est inquiétant de lire que la politique étrangère canadienne n'est plus féministe. C'est le message qui est compris.

Vé Mikaelian: Ça envoie le pire message possible.

Il est important d'appliquer l'analyse comparative entre les sexes Plus à toutes les politiques et à toutes les lois, d'en faire le cœur, sinon on va laisser tomber des personnes. Quand on s'attaque aux droits des groupes marginalisés ou des groupes minoritaires, on gruge un petit peu les droits de tout le monde. Un jour, ce seront les droits des femmes qui seront atteints. Personne n'est à l'abri d'une diminution de ses droits. Il faut donc réfléchir à ça de cette façon, de ce point de vue.

La présidente: Merci.

Madame Vien, vous avez la parole pour cinq minutes.

Dominique Vien: Merci beaucoup, madame la présidente.

Je vais révéler une petite tranche de vie. Je suis journaliste de formation et de profession. Évidemment, je ne pratique pas le journalisme maintenant puisque je suis députée. Je viens aussi du monde communautaire. À l'époque où j'étais journaliste, j'ai moi-même subi des représailles parce que je traitais un dossier qui ne faisait pas l'affaire de certaines personnes et ces dernières me l'ont fait savoir. Ça remonte à il y a plusieurs années et ce n'est donc pas d'hier qu'il est facile de braver une femme comme ça. Je referme la parenthèse.

Tout ça pour dire qu'il est positif d'avoir des femmes et des filles en journalisme et qui prennent le taureau par les cornes. D'autres femmes sont en politique et font avancer la cause des femmes.

La semaine passée, j'ai prononcé un discours — comme nous toutes, d'ailleurs — sur la triste commémoration de Polytechnique. Je ne sais pas combien de personnes m'ont parlé de ce discours en fin de semaine, c'est donc vous dire qu'il y a un petit peu d'embellie. C'est ce que j'ai essayé de dire plus tôt: cette embellie résulte des petits gestes que chacun et chacune d'entre nous peut faire.

Madame Mikaelian, plus tôt, vous avez dit qu'il fallait financer davantage les organismes féministes. La Fédération des femmes du Québec reçoit-elle du financement de la part du fédéral?

Vé Mikaelian: Oui, elle en reçoit pour certains projets.

En ce moment, nous avons un projet sur la rémunération des stages, qui est financé par Femmes et Égalité des genres Canada, mais ce n'est pas de là que vient le gros de notre financement.

Dominique Vien: En tout cas, de notre côté, nous sommes inquiets parce que, dans le plan ministériel du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres, des coupes budgétaires pourraient survenir. Est-ce quelque chose qui pourrait vous inquiéter? Vous semblez assez au courant.

• (1630)

Vé Mikaelian: Oui, c'est sûr.

Moins de financement du secteur public représente moins de possibilités d'avoir les ressources qu'il nous faut pour notre travail, qui est de lutter et de continuer à récolter toutes les connaissances dont nous avons besoin afin d'être capables de mener cette lutte.

Dominique Vien: Plus tôt, vous avez parlé de contrôle coercitif. Je voudrais seulement vous rassurer sur une chose: les femmes autour de la table demandent au gouvernement du Canada de remettre sur la voie rapide l'ancien projet de loi C-332, qui prévoyait la criminalisation du contrôle coercitif, qui avait fait l'unanimité à la Chambre des communes, qui était rendu au Sénat, mais qui est mort au Feuilleton, à quelques semaines près.

La criminalisation du contrôle coercitif est-elle la chose à faire?

Vé Mikaelian: De mon côté, je n'ai pas de position officielle de la Fédération pour vous dire qu'il faut absolument criminaliser le contrôle coercitif. Cependant, d'un point de vue personnel, je peux vous dire que c'est effectivement une chose qu'il faudrait faire inscrire dans le Code criminel. En ce moment, il y a des gestes violents qui sont faits à l'encontre des femmes, mais qui ne sont pas considérés comme des gestes violents.

Dominique Vien: D'accord.

C'est un concept tellement flou. Pour nous, il est clair mais, dans la vie de tous les jours, il y a des gens qui ne savent pas ce qu'est le contrôle coercitif. Il faut donc faire de la formation et de la sensibilisation.

Je vais vous amener sur un autre terrain. Nous avons reçu Par tage au masculin. C'est un groupe que je connais en Beauce depuis une trentaine d'années. Ils sont vraiment sympathiques et je vous invite à entrer en contact avec eux. Ils prennent les gars qui sont en colère, qui n'en peuvent plus, qui sont tannés, qui en veulent à tout le monde, en particulier aux femmes, et qui sont dépassés par les événements. Ils les prennent et les accompagnent. Ils entretiennent aussi des liens avec d'autres groupes de femmes pour mettre en lien les hommes et les femmes afin d'apprendre à se parler et à se respecter.

À la Fédération, serait-ce une possibilité? Est-ce une voie que vous avez déjà développée, envisagée? Vous êtes tout de même un organisme fort au Québec.

Vé Mikaelian: Est-ce que ce serait de travailler avec des hommes?

Dominique Vien: Ce serait de travailler avec d'autres groupes d'hommes.

Vé Mikaelian: Je vous avoue que non, et, parfois, je me dis...

Dominique Vien: En tout cas, ils font ça en Beauce, depuis plusieurs années.

Vé Mikaelian: Je n'en doute pas, mais, parfois, je me disais que c'est fou, la quantité de ressources que nous devons déployer, seulement pour qu'une femme ne soit pas tuée à la fin de la journée.

Pour revenir à ma réponse, je vous dirais que non, ce n'est pas quelque chose que nous faisons. Toutefois, il est sûr que c'est un problème tellement complexe, qui devrait être abordé de plusieurs façons. Comme je n'arrête pas de le dire, la prévention, c'est super important et, ça, ça peut en faire partie.

Dominique Vien: En tout cas, ils avaient l'air de...

Vé Mikaelian: Le fait que des hommes prennent en charge le féminisme est toujours bon.

Dominique Vien: Vous disiez que l'État fragilise la participation des femmes à l'espace public. Ai-je bien compris? Est-ce bien ça que vous avez dit, plus tôt?

Vé Mikaelian: Oui.

Dominique Vien: En deux, trois phrases, dites-moi ce que vous avez voulu dire par là. Pourquoi l'État empêcherait-il des femmes de participer?

Vé Mikaelian: On empêche les femmes d'enseigner parce qu'elles portent le voile par exemple. C'est une façon d'empêcher les femmes de participer pleinement à la société civile. Il y a plein d'exemples comme ça que je pourrais donner.

[Traduction]

La présidente: Très bien. Nous passons à Mme Nathan pour les cinq dernières minutes que nous allons passer avec ce groupe de témoins.

Juanita Nathan (Pickering—Brooklin, Lib.): Merci, madame la présidente.

Merci à vous deux d'être ici aujourd'hui et de faire part de vos expériences personnelles.

Madame Mikaelian, certains dirigeants politiques ciblent délibérément les nouveaux immigrants, particulièrement les musulmanes. Certains dirigeants politiques ciblent précisément les communautés de personnes queers, plus particulièrement les personnes transgenres, en affirmant qu'il n'existe que deux genres reconnus.

Pouvez-vous expliquer les conséquences de ces messages? Qui tentent-ils de séduire et pourquoi recourent-ils à cette approche? Réussissent-ils? Quelles autres communautés sont touchées par ces propos, en particulier chez les jeunes femmes?

[Français]

Vé Mikaelian: Je veux juste m'assurer que j'ai bien compris votre question. Voulez-vous savoir comment les politiques qui tendent vers la transphobie peuvent avoir une influence sur la société et sur l'antiféminisme?

[Traduction]

Juanita Nathan: Je parle des politiciens qui s'expriment précisément sur ce sujet parce qu'ils sont habituellement considérés comme des dirigeants communautaires. Ce sont les dirigeants qui en parlent.

[Français]

Vé Mikaelian: Les groupes de personnes trans et de personnes non binaires sont attaqués continuellement en ce moment. Je pense que ça s'inscrit dans une montée de la droite et des discours radicaux de droite. Ce sont des groupes qui sont marginalisés et qui essaient de vivre dans la dignité.

Je n'en ai pas parlé, mais on remarque une augmentation énorme de violence et de discours haineux contre ces groupes. Juste aujourd'hui, je voyais dans les médias que des écoles au Québec allaient empêcher des professeurs de se faire appeler autrement que par monsieur ou madame. On est donc en train de dire à des jeunes que le genre est binaire, qu'il y a seulement des hommes et des femmes et qu'on ne respectera pas une personne dans sa dignité lorsqu'elle veut être appelée d'une autre façon, parce qu'elle s'identifie d'une autre façon.

On est en train de donner raison aux discours masculinistes et aux discours transphobes quand on adopte des mesures comme ça. En plus, on le fait devant nos jeunes. Oui, c'est vraiment très inquiétant quand les chefs politiques tiennent ce genre de discours.

• (1635)

[Traduction]

Juanita Nathan: Avez-vous quelque chose à ajouter? Je sais que vous avez été vous-même victime de harcèlement.

Rachel Gilmore: J'ai été horrifiée d'entendre le discours transphobe virulent propagé à l'échelle de la société. Même certains politiciens à la Chambre des communes ont dit des choses perturbantes qui les ont menés à être condamnés par Égale Canada et d'autres organisations. Les commentaires sur les personnes trans-

genres formulés par Pierre Poilievre qui dit ne connaître que deux genres, ont été choquants.

Je crois que l'un des problèmes les plus importants avec ce discours, est qu'au bout du compte, non seulement... Tous nos droits sont étroitement liés, et lorsque vous décidez de la manière dont le genre doit être présenté, par exemple pour aller aux toilettes, vous décidez en réalité qui sera victime de harcèlement dans ces toilettes.

Je suis une femme qui mesure six pieds. Si je vais uriner et qu'une interdiction liée aux toilettes est en vigueur, les gens vont-ils faire des suppositions sur mes organes génitaux? Serai-je victime de harcèlement alors que j'essaie simplement d'aller aux toilettes? Quiconque ne se présente pas de façon très efféminée fera l'objet de questions et de harcèlement. Ces dirigeants sont ouverts à cette idée. Il ne s'agit pas seulement d'appliquer rigoureusement les formes d'expression de genre qui existent dans notre société, mais aussi... Même les femmes cisgenres seront victimes de harcèlement à ce sujet. Tous nos droits sont interreliés et il est essentiel que nous nous battions pour chacun d'eux.

Juanita Nathan: Pouvez-vous nous en dire plus sur le mouvement contre la diversité, l'égalité et l'inclusion et sur son incidence sur les femmes en général, en particulier sur les jeunes femmes?

Rachel Gilmore: Le mouvement contre la diversité, l'égalité et l'inclusion est l'une des choses les plus stupides que j'aie entendues. Vous vous opposez à la diversité, à l'équité et à l'inclusion. Pourquoi? Qu'est-ce qui cloche avec ces concepts?

Je crois qu'il y a aussi une compréhension fondamentalement erronée du fonctionnement des principes de la diversité, de l'égalité et de l'inclusion au Canada. Nous avons tendance à ne pas utiliser de quotas, ce qui est l'aspect qui est souvent attaqué parce qu'il favorise certains groupes. Nous menons simplement des audits des milieux de travail afin de garantir que toutes les personnes bénéficient de possibilités égales.

J'estime que le fait d'attaquer ces notions donne un signal aux pires éléments de la société, qui constatent une dérive vers un monde plus fasciste et tous les politiciens qui le font devraient avoir honte.

La présidente: Je suis désolée, mais c'est tout le temps dont nous disposons aujourd'hui. Nous avons commencé un peu en retard à cause des votes.

Je tiens à remercier nos témoins. Merci d'avoir été aussi ouvertes et d'avoir partagé aussi librement votre expérience avec le Comité. Nous vous en remercions de tout coeur.

Je vais suspendre brièvement la séance pendant que nous nous préparons à recevoir le prochain groupe de témoins.

Merci.

• (1635)

(Pause)

• (1645)

La présidente: Nous sommes de retour.

Nous accueillons maintenant notre deuxième groupe de témoins.

J'aimerais formuler quelques commentaires à l'intention des témoins. Ceux d'entre eux qui participent par vidéoconférence peuvent choisir, au bas de leur écran, l'anglais, le français ou la langue du parquet, qui leur permettra d'entendre les deux. C'est la même chose pour l'équipement qui se trouve ici dans la salle. Notre technicien pourra vous aider au besoin.

Si vous voulez parler, levez la main ou attendez que je vous nomme avant de prendre la parole.

Tous les commentaires doivent être adressés à la présidence.

[Français]

Pour notre deuxième groupe de témoins, nous accueillons, de l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne, Mme Nour Enayeh, présidente, et Mme Soukaina Boutiyeb, directrice générale. Je vous souhaite la bienvenue.

[Traduction]

Nous accueillons le Dr Kanojia, administrateur et président de la Healthy Gamer Foundation.

[Français]

Nous commencerons par les déclarations préliminaires.

Madame Nour Enayeh, vous disposez de cinq minutes.

Nour Enayeh (présidente, Alliance des femmes de la francophonie canadienne): Madame la présidente, mesdames et messieurs les députés, au nom de l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne, j'aimerais vous remercier de votre invitation. Je m'appelle Nour Enayeh, et je suis la présidente de l'AFFC. Je vous parle depuis Vancouver, la terre traditionnelle et non cédée des nations musqueam, squamish et tsleil-waututh. Je suis accompagnée de Soukaina Boutiyeb, la directrice générale, qui est avec vous en personne.

L'AFFC est un organisme national féministe à but non lucratif voué à la sensibilisation et à la promotion du rôle et de la contribution de plus de 1,5 million de femmes francophones et acadiennes vivant en situation minoritaire. Nous comptons sur un réseau de 17 organisations membres à travers le pays. Nous sommes présentes aujourd'hui pour vous parler de l'idéologie antiféministe car, en mai 2020, l'AFFC a été la cible d'actes d'intimidation d'une violence inquiétante. Nous avons reçu un colis suspect.

Je vous mets en garde: les propos que je vais mentionner peuvent déranger.

Ce colis contenait non seulement des menaces explicites de nous battre, mais aussi une centaine de manuscrits menaçants, rappelant que le rôle des femmes est dans la cuisine. Les messages véhiculaient des valeurs antiféministes et des propos discriminatoires envers les francophones ainsi que les personnes immigrantes. Cet incident n'est pas anodin et ne relève pas d'un acte isolé. Il s'inscrit dans un contexte plus large de montée du masculinisme depuis quelques années et qui met en danger la sécurité des femmes. Cet incident s'inscrit dans la montée des mouvements antigénres et antidroits, des réseaux bien financés et coordonnés qui exploitent la peur et la désinformation pour attaquer les droits des femmes, des personnes 2LGBTQI+ et des minorités.

Cet incident illustre une convergence idéologique particulièrement dangereuse. Les femmes francophones sont attaquées non seulement parce qu'elles défendent l'égalité des genres, mais aussi parce qu'elles incarnent une identité linguistique minoritaire. Les

femmes francophones et acadiennes se trouvent doublement, voire triplement minorisées: en tant que femme, en tant que francophone et, en plus, en raison d'autres facteurs identitaires.

Ces oppressions ne s'additionnent pas, elles se combinent et s'entrecroisent pour créer des formes spécifiques de vulnérabilité et d'exclusion auxquelles nous devons faire face au quotidien. Cette réalité exige une approche intersectionnelle pour concevoir des réponses adaptées. Ainsi, nous avons organisé le premier forum pan-canadien sur le masculinisme et la francophobie, amorçant une conversation essentielle qui doit se poursuivre. Tout au long du processus, nous avons été accompagnés d'une délégation jeunesse, dont le rôle d'orientation a été déterminant. Les recommandations que nous vous soumettons sont issues de ce forum et proposent des actions concrètes pour contrer l'antiféminisme.

Nous proposons que le gouvernement soutienne et valorise la voix des jeunes francophones en contexte minoritaire et implique les organisations de femmes dans la définition des enjeux et l'élaboration de solutions. Nous proposons aussi que le gouvernement collabore avec les provinces et les territoires et avec la société civile afin de partager l'expertise et mettre en place des projets concrets pour contrer l'antiféminisme. Nous proposons également que le gouvernement augmente la formation aux professionnels sur l'idéologie antiféministe, et qu'il favorise le financement de la recherche sur la discrimination et le chevauchement du genre et de la langue.

Par ailleurs, nous proposons que le gouvernement fédéral exige une analyse comparative entre les sexes Plus exhaustive avec une spécificité sur la réalité des minorités de langues officielles et assure l'accessibilité des résultats. Nous proposons aussi que le gouvernement adopte des mesures législatives visant à encadrer et à sanctionner les propos haineux, ainsi que les actes violents et discriminatoires à l'égard des femmes et des personnes issues de la diversité de genre, tout en reconnaissant la spécificité des francophones en situation minoritaire. Enfin, nous proposons que le gouvernement assure un financement à la mission pour les organisations de femmes francophones et acadiennes en situation minoritaire afin de répondre à leurs besoins et atténuer les répercussions de l'antiféminisme vécu par elles.

• (1650)

Je vous remercie. Notre directrice générale, Mme Soukaina Boutiyeb, qui est avec vous, va maintenant répondre à vos questions.

La présidente: Merci beaucoup.

[Traduction]

Nous passons maintenant à notre deuxième témoin, le Dr Kanojia, pour cinq minutes.

Dr Alok Kanojia (administrateur et président, Healthy Gamer Foundation): Merci, madame la présidente et chers membres du Comité, de m'avoir invité à comparaître aujourd'hui.

Je suis Alok Kanojia, psychiatre et administrateur de la Healthy Gamer Foundation, qui se consacre à la recherche sur les besoins en santé mentale de la génération numérique et à la défense de ceux-ci.

Notre travail vise principalement à comprendre comment les environnements en ligne définissent le développement émotionnel, la motivation et le bien-être, particulièrement chez les jeunes. J'ai passé les cinq dernières années à travailler directement avec des jeunes hommes qui adhèrent aux sous-cultures des célibataires involontaires et de la pilule noire, pilule rouge et autres.

Aujourd'hui, je veux non seulement vous présenter des observations cliniques, mais aussi des histoires et des tendances que j'ai vu se répéter chez des milliers de personnes qui ont atterri dans ces communautés et de ce que cela signifie du point de vue de l'élaboration de politiques.

La plupart des jeunes hommes avec lesquels je travaille ne sont pas initialement imprégnés d'une idéologie antiféministe. Tout commence plutôt avec un sentiment de solitude, de honte et de retard par rapport à leurs pairs. Voici à quoi ressemble un parcours typique. Un jeune homme se sent isolé. Il est rejeté ou humilié à plusieurs reprises, parfois sur le plan romantique, parfois sur le plan scolaire ou encore sur le plan familial. Il se tourne vers Internet pour obtenir un soutien parce qu'il n'a nulle part où aller. Les espaces en ligne offrent des explications simples à des situations complexes. Ces explications durcissent lentement et deviennent une idéologie.

Le point de départ psychologique fondamental est la solitude qui se transforme ensuite en haine. Les communautés créées autour de la solitude dérivent naturellement vers l'extrémisme parce que la souffrance commune devient amalgamée à un ressentiment commun. Les espaces en ligne amplifient ces vulnérabilités de plusieurs façons. Les algorithmes font ressortir du contenu plus extrême parce que ce contenu garde les gens mobilisés. L'isolement devient renforcé. Les jeunes hommes qui se sentent inadéquats socialement se comparent à des vies soigneusement sélectionnées et idéalisées en ligne. Les forums anonymes récompensent le cynisme, le pessimisme et la colère, et les jeunes hommes vulnérables se font dire que leur échec est déjà prédéterminé, qu'ils sont définis par leur génétique et que le monde est biaisé, habituellement à leur détriment.

C'est le pilier psychologique de la pilule noire.

Les algorithmes de la sphère masculiniste toxique fonctionnent parce qu'ils confirment et comprennent les expériences des hommes. La plupart des hommes ne sont pas pris au sérieux quand ils se plaignent. La plupart des hommes ne sentent pas que leurs problèmes sont pris au sérieux. Les influenceurs de la sphère masculiniste les comprennent en disant qu'ils ont raison, que le monde est biaisé à leur détriment et que personne ne volera à leur secours, que leur survie est entre leurs mains et qu'ils ne peuvent compter sur personne. Souvent, ces influenceurs offriront une façon de devenir un mâle « alpha » et de ne plus être un perdant.

Dans presque tous les cas, je constate cinq thèmes récurrents: la privation sociale caractérisée par l'absence d'amis, de mentors ou d'une communauté significative; l'analphabétisme émotionnel, car ces jeunes hommes n'ont jamais appris à gérer le rejet, la honte ou le chagrin; des antécédents traumatiques, incluant souvent le harcèlement, la négligence affective pendant l'enfance et des problèmes d'attachement; des besoins non satisfaits en matière de santé mentale, car la dépression, l'anxiété, l'hyperactivité et les troubles du spectre autistique sont disproportionnellement fréquents; et une perte de sens, avec une stagnation scolaire ou professionnelle qui entraîne un effondrement de l'identité.

Lorsque ces besoins sont non satisfaits, l'idéologie devient un mécanisme d'adaptation.

Il est toutefois encourageant de savoir que bon nombre de ces jeunes hommes finissent par aller mieux et quittent ces communautés lorsqu'ils ont des solutions de rechange.

Nous avons constaté que les mesures suivantes sont efficaces: renforcer leur autonomie en les aidant à franchir de petites étapes réalisables qui contredisent le discours du désespoir; leur enseigner des compétences émotionnelles, notamment en matière de rejet, de résilience et d'estime de soi; créer une communauté hors ligne, comprenant un mentorat, un soutien par les pairs et des environnements sociaux structurés; se concentrer sur le traitement de la santé mentale, en s'attaquant aux conditions sous-jacentes qui contribuent à leur désespoir; et leur proposer des parcours identitaires positifs, en les aidant à voir leur valeur au-delà des relations amoureuses ou des hiérarchies sociales.

Ces interventions sont beaucoup plus efficaces que la honte, la punition ou la confrontation morale. L'idéologie perd son emprise lorsque nous offrons un sentiment d'appartenance, la dignité et un but bien précis.

Je suggère respectueusement trois approches fondées sur des données probantes: premièrement, investir dans des mesures préventives de soutien en santé mentale destinées aux jeunes hommes, en particulier à ceux qui souffrent de solitude, de désengagement scolaire ou de troubles neurodéveloppementaux; deuxièmement, promouvoir des programmes d'éducation numérique et émotionnelle dans les écoles, afin d'apprendre aux jeunes à interpréter les espaces en ligne, à réguler leurs émotions et à gérer le rejet; et troisièmement, soutenir les programmes communautaires, notamment les programmes entre pairs, les réseaux de mentorat, les groupes de développement des compétences et les espaces où les jeunes hommes isolés peuvent renouer avec la société de manière saine.

Les jeunes hommes qui se sentent inclus ne se radicalisent pas. Les jeunes hommes qui se sentent valorisés ne cherchent pas un refuge dans des communautés désespérées. Les jeunes hommes qui ont un but ne tournent pas vers l'idéologie antiféministe pour définir leur identité.

Ces personnes ne sont pas nées avec des intentions malveillantes; il s'agit de jeunes en détresse qui ont trouvé le mauvais type de communauté au mauvais moment. Si nous nous attaquons à leur souffrance sous-jacente, et pas seulement à leur idéologie, nous pourrions réduire considérablement les dommages, améliorer leur santé mentale et créer une société plus inclusive et plus résiliente.

● (1655)

Merci beaucoup. Je suis impatient de répondre à vos questions.

La présidente: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant au premier tour de questions.

Nous commençons avec Mme Roberts, qui aura la parole pour six minutes.

Anna Roberts: Merci, madame la présidente.

Merci aux témoins de leur présence aujourd'hui. Ma première question s'adresse au Dr Kanojia.

J'ai élevé un fils et parfois, en tant que parents, nous avons du mal à voir les problèmes qu'éprouvent nos enfants.

D'après votre expérience clinique, en quoi cette solitude les rend-elle plus susceptibles de rejoindre des communautés en ligne misogynes et extrémistes?

Dr Alok Kanojia: La solitude est un facteur de risque important, car c'est dans ces communautés en ligne qu'ils trouvent des liens sociaux.

Supposons que je suis un élève du secondaire qui se sent isolé sur le plan social. Je peux me tourner vers Internet, où l'on trouve des millions de personnes qui se sentent elles aussi isolées sur le plan social. Nous créons des liens dans le cadre d'une expérience d'isolement social commune, ce qui est un peu contradictoire, je sais, mais c'est ainsi que les choses fonctionnent.

Anna Roberts: L'une des raisons pour lesquelles je m'intéresse à ce que vous dites, c'est que vous parlez des hommes et vous parlez des garçons. Je crois qu'il est important que nous encourageons les garçons dès leur jeune âge. Vous avez mentionné l'intimidation et vous avez mentionné de nombreux éléments qui pourraient les empêcher de comprendre.

J'ai vécu une expérience avec mon fils après le décès de mon mari à un très jeune âge. Il était victime d'intimidation et de critiques, mais ce qui m'a vraiment choqué, c'est que ces critiques venaient de son enseignante.

Lorsque nous avons abordé la question, on nous a répondu que cette personne avait simplement passé une mauvaise journée. Nous avons dû discuter avec mon fils. J'ai consulté un psychiatre et je lui ai expliqué que parfois, les gens peuvent passer une mauvaise journée, mais que lorsqu'on parle à un jeune homme, nos paroles peuvent façonner sa perception des femmes.

Comment pourrions-nous inverser ce genre de situation?

Dr Alok Kanojia: Je crois que ce qui importe davantage est l'interaction.

Le scénario que vous avez décrit est extrêmement courant. Je dirais qu'environ 75 % des personnes qui sont tombées dans le piège de l'idéologie de la « manosphère » ont toutes vécu une expérience très marquante et douloureuse, souvent avec une femme.

Le problème, c'est qu'à mesure qu'ils commencent à s'isoler, ils succombent à un phénomène bien étudié appelé la dérive en ligne, qui s'entend d'une radicalisation simple de tout système de croyances quand on passe du temps en ligne. Ces gens commencent à s'isoler sur le plan social et ils n'ont pas d'autres expériences neutres ou positives avec des femmes. Voilà pourquoi c'est si néfaste. Ils ne s'entourent que de forums sur Internet où les gens racontent des expériences très semblables. Leur biais de sélection est donc très limité en termes d'informations et d'interactions.

• (1700)

Anna Roberts: Merci. Je sais que mon temps est limité, donc je vous remercie.

Je veux mentionner, madame la présidente, que je sais que mercredi, le Comité discutera de la motion suivante:

Étant donné que la traite des personnes au Canada a explosé, le nombre total d'incidents signalés à la police ayant augmenté de 72,7 %, passant de 330 en 2015 à 570 en 2023, et que 93 % des victimes de la traite des personnes signalées par la police étaient des femmes et des filles, le Comité entreprenne une étude d'au moins quatre réunions afin d'examiner l'augmentation de la traite des femmes et des filles à des fins d'exploitation sexuelle, les mesures de prévention, les outils et les ressources à la disposition des forces de l'ordre, le soutien aux survivantes et l'efficacité des campagnes de sensibilisation, des programmes d'éducation et des partenariats communautaires, et que les témoins suivants soient invités à comparaître pendant au moins une heure chacun:

1. Gary Anandasangaree, ministre de la Sécurité publique
2. Rechie Valdez, ministre de la Condition féminine et de l'Égalité des sexes
3. Ruby Sahota, secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité)

Et que le Comité entende également d'autres témoins qu'il juge appropriés; à l'issue de l'étude, le comité prépare un rapport complet contenant ses conclusions et

ses recommandations, et demande une réponse du gouvernement, conformément à l'article 109 du Règlement.

Je tiens à dire que le pourcentage a augmenté et s'établit à 84,24 % depuis que j'ai déposé cette motion dans les deux langues officielles. Ce pourcentage est un peu dépassé, mais il augmente.

La présidente: Merci. La motion est recevable et nous en parlerons mercredi parce que nous sommes avec nos témoins.

Il vous reste une minute pour poser des questions.

Anna Roberts: Merci.

Je veux revenir au Dr Kanojia.

Dr Alok Kanojia: Vous pouvez m'appeler docteur K.

Anna Roberts: D'accord.

J'ai été très chanceuse d'avoir eu cette possibilité. Mon fils était très jeune à l'époque. L'une des choses que j'ai trouvées assez choquantes, c'est que lorsque vous rencontrez ce genre de situation, les personnes concernées sont parfois tellement endoctrinées que leur comportement devient une habitude et qu'elles laissent ces abus se poursuivre. Comment peut-on empêcher ce genre de situation?

Dr Alok Kanojia: La tendance de la violence commise par qui?

Anna Roberts: Par les femmes.

Dr Alok Kanojia: La violence commise par les femmes envers les hommes...

Anna Roberts: Oui.

Dr Alok Kanojia: Je ne sais pas exactement comment vous vous y êtes prise, mais le fait de pouvoir compter sur un soutien solide a certainement joué un rôle important. Un autre élément important consiste simplement à être attentif, à ne pas laisser nos idées préconçues influencer sur la personne qui se trouve en face de nous.

La présidente: Merci.

Passons maintenant à Mme Ménard, qui aura la parole pour six minutes.

[Français]

Marie-Gabrielle Ménard: Merci à l'ensemble des témoins qui se présentent devant nous, aujourd'hui.

Docteur Kanojia, vous semblez encourager, dans vos stratégies de déconstruction, les interactions. Est-ce qu'il est utopique de penser qu'on peut percer ces communautés en ligne? C'est parce que j'ai l'impression que c'est beaucoup là où les discours se forment, se façonnent, s'intensifient. Est-il trop tard, si on attrape certaines communautés hors ligne, alors que beaucoup d'activités se sont déjà déroulées? Quelle est votre perspective, là-dessus? Est-ce qu'on peut entrer dans l'espace numérique pour interagir?

[Traduction]

Dr Alok Kanojia: Est-ce utopique? Peut-être un peu, mais je crois aussi que c'est très efficace. Nous pouvons faire beaucoup de progrès et c'est en grande partie le travail que nous faisons. L'une des choses qui m'ont surpris, c'est à quel point l'effort requis pour apporter un gros changement est minime, si nous faisons bien les choses.

Je suis ici aujourd'hui avec la Healthy Gamer Foundation parce que j'ai commencé à diffuser des vidéos sur le Web. J'ai commencé à faire des vidéos sur YouTube qui portent sur la santé mentale et nous avons obtenu une réponse très positive.

Nous parlons du problème fondamental, qui est l'isolement qui pousse ensuite ces gens à se réunir. Une fois qu'ils se réunissent, ils se radicalisent. Il ne s'agit pas de points de vue opposés. Des hommes et des femmes regardent nos vidéos et à un moment donné, notre communauté a connu un afflux de célibataires involontaires. La situation a été très difficile pendant un certain temps et nous avons dû recourir à certaines techniques fondées sur des données probantes.

L'une des choses vraiment choquantes, c'est quand un célibataire involontaire entend parler de l'expérience d'une femme et de l'isolement qu'elle peut ressentir, de la solitude dont les femmes peuvent souffrir et du fait que tout n'est pas automatiquement plus facile pour elles. Le problème réside dans le fait que vous n'entendrez jamais parler de l'expérience des femmes si vous êtes dans un forum de célibataires involontaire.

Je crois que ces personnes sont privées d'un grand nombre d'interactions sociales positives. Lorsque l'on commence à intervenir volontairement, il est surprenant de voir à quel point on peut réaliser des progrès.

● (1705)

[Français]

Marie-Gabrielle Ménard: C'est très intéressant. Je sais qu'à travers vos travaux, vous vous êtes intéressé à l'engagement. On parle de forums, on parle de pratique de jeux vidéo. Je ne veux pas faire d'amalgame où il n'y en a pas, mais, lorsqu'on s'implique à l'intérieur d'un forum, on est encouragé à s'exprimer, à prendre la parole, à peut-être même faire de la surenchère. Est-ce que ça a une incidence lorsqu'on sort de l'espace numérique?

[Traduction]

Dr Alok Kanojia: Tout à fait. Vous soulevez un point fascinant. Lorsqu'un homme rejoint, par exemple, un forum de célibataires involontaires, il est encouragé à parler. Il apprend un certain genre de discours. S'il parle ailleurs, il est immédiatement ostracisé, ce qui est très juste, selon moi, parce que ces hommes utilisent souvent un langage très blessant ou haineux, ce qui est socialement inacceptable.

Même si la réponse est appropriée, elle ne règle pas le problème. Cette personne arrive maintenant dans le monde réel. Elle exprime un genre de discours et personne ne cherche à la comprendre. Il n'y a aucune curiosité. Je suis clinicien. Je suis psychiatre et mon travail consiste donc à comprendre toutes les personnes qui entrent dans mon cabinet.

Vous avez tout à fait raison quand vous dites que lorsque ces personnes arrivent dans le monde réel, il devient très difficile pour les personnes qui les écoutent et pour ces personnes elles-mêmes. Nous avons constaté qu'il fallait faire preuve d'une certaine tolérance pour réhabiliter ces personnes sur le plan social, pour les aider à comprendre pourquoi leurs propos sont blessants, au lieu de simplement les bannir de l'espace. C'est beaucoup de travail, et c'est plutôt difficile.

[Français]

Marie-Gabrielle Ménard: Oui, en effet. Merci.

Madame Boutiyeb, merci d'être avec nous. Ce dont votre collègue a témoigné en début de présentation révèle que les organismes communautaires sont eux aussi devenus des cibles pour les acteurs antiféministes, et non plus juste les individus. Qu'est-ce que cela nous dit de l'état des choses? Avez-vous envie d'approfondir?

Est-ce que ce sont des expériences vécues par d'autres de vos collègues aussi? Quelle est votre lecture de la situation?

Soukaina Boutiyeb (directrice générale, Alliance des femmes de la francophonie canadienne): Ce qu'il est intéressant de rappeler dans cette situation que l'AFFC elle-même a vécue, c'est que des femmes et francophones en situation minoritaire ont été victimes de ces attaques. Cette montée du masculinisme et de la francophobie est une réalité dont on ne parle pas dans notre société. La différence dans notre cas est qu'on a envoyé quelque chose directement à nos bureaux pour nous parler de cette idéologie. Cela ne veut pas dire que ce genre de commentaires n'existent pas sur Internet, ils existent, mais on peut parfois aller encore plus loin. Ça s'est arrêté à un colis dans notre cas, heureusement, mais il y a eu des menaces claires.

Généralement aussi, ça peut même mener à des actions de violence directe et physique vis-à-vis des femmes. Il est très important de le reconnaître, parce qu'on va souvent minimiser des actions sur Internet et ne pas les prendre en considération. Pourtant, ce sont des actions qui peuvent avoir de lourdes conséquences. Cela rappelle également que les organisations porte-parole des femmes sont des cibles faciles vu qu'elles portent cette voix-là.

Marie-Gabrielle Ménard: Vous avez parlé lors de votre présentation de votre souhait de voir faire les choses autrement. Parlons du financement à la mission: qu'est-ce que ça changerait?

Soukaina Boutiyeb: Ça changerait énormément de choses en donnant de la structure aux organisations. En effet, la réalité d'aujourd'hui, c'est que ce ne sont pas toutes les organisations de femmes de la francophonie canadienne qui ont du financement. Plusieurs n'en ont aucun, mais elles portent quand même la mission de toute une province ou de tout un territoire.

Je vous donne un exemple. En Saskatchewan, dans une de nos organisations membres, c'est juste une personne à temps partiel qui a tout un mandat de la francophonie de la Saskatchewan. Comment une personne à temps partiel peut-elle mener des actions concrètes pour les femmes de sa région? Malheureusement, c'est une des réalités du sous-financement que les organisations vivent. Le fait d'accorder un financement aux organisations de femmes leur permet aussi de répondre à des besoins pertinents et de créer des moments pour les femmes, mais également de la collaboration pour permettre de parler davantage d'un monde plus juste et équitable.

● (1710)

La présidente: Merci, madame Boutiyeb.

Maintenant, madame Larouche, vous avez la parole pour six minutes.

Andréanne Larouche: Merci beaucoup, madame la présidente.

Docteur Kanojia, je vous remercie beaucoup d'être avec nous aujourd'hui, cela nous apporte un autre point de vue sur cette étude.

Mesdames Enayeh et Boutiyeb, nous nous sommes rencontrées à plusieurs reprises. Votre demande pour davantage de soutien aux femmes francophones dans un contexte minoritaire est cruciale. Quand on parle de violence, c'est souvent que la situation est plus urgente et qu'on a besoin de pouvoir s'exprimer et d'avoir des services dans sa langue. Quel en est l'état? Faites-nous un portrait du manque de soutien aux femmes francophones en situation minoritaire.

Soukaina Boutiyeb: La réalité actuelle, c'est qu'on est dans un réseau très fragilisé. Pour une femme qui, au moment où on se parle, a besoin d'un service en français, parce qu'elle subit de la violence, il n'est pas possible d'avoir un service en français dans des maisons d'hébergement dans toutes les provinces et tous les territoires. Dans l'ouest du Canada, il n'y a qu'une seule organisation, qui s'appelle Chez Rachel, mais qui a seulement cinq appartements. C'est une maison de transition et non d'urgence. Cela démontre la réalité que les organisations manquent d'abord de services.

Quand une femme veut fuir une situation de violence, pouvoir parler avec quelqu'un dans sa langue, en français, est malheureusement un luxe dans certaines régions. Ma présidente se trouve en Colombie-Britannique et pourrait très bien parler de la situation de cette province, où il n'existe pas d'organisation d'hébergement en français. Quand il y en a, une telle organisation va couvrir tout un territoire, du Yukon à la Colombie-Britannique, avec peu de financement, c'est-à-dire encore une personne à temps partiel. Comment répondre aux besoins?

Nous sommes en train de discuter seulement de la réponse à un besoin ici et maintenant, et non de la prévention et de la sensibilisation dont nous avons besoin pour faire des changements systémiques à l'avenir et, éventuellement, ne plus avoir besoin de parler de cet antiféminisme. Je suis un peu utopique, d'où l'importance d'avoir aussi des projets de sensibilisation pour pouvoir répondre adéquatement aux besoins du futur et du présent.

Andréanne Larouche: Merci beaucoup.

Vous avez aussi parlé dans vos recommandations de la question d'une analyse comparative entre les sexes Plus plus exhaustive. Récemment, mon collègue qui est au comité des comptes publics m'a fait suivre un rapport de la vérificatrice générale du Canada concernant l'ACS Plus, qui date de 2022.

Malgré la loi, il semble y avoir un manque de soutien. Évidemment, une analyse ACS Plus ne se fait pas tout seule. Il faut que le gouvernement prenne la direction des opérations, donne les ressources et envoie un message clair qu'il faut donner les moyens aux différents ministères de faire ces analyses. Selon vous, qu'est-ce que ça pourrait changer?

Soukaina Boutiyeb: Il faut rappeler que l'ACS Plus, c'est depuis 1995 qu'on en parle et qu'il y a eu une signature de ratification de la part de notre pays. L'ACS Plus vise à assurer que la mise en place de politiques publiques ou de projets répond adéquatement à tous les facteurs identitaires que la population peut avoir. Dans ce contexte, il faut aussi s'assurer que l'instauration d'une politique publique ou d'un financement va répondre adéquatement aux besoins des femmes de la francophonie canadienne.

Malheureusement, la réalité est autre. Bien qu'on nous dise qu'une ACS Plus a été faite, les femmes de la francophonie canadienne sont souvent, voire toujours, oubliées, ou alors elles ne sont pas prises en considération par rapport aux besoins spécifiques sur le terrain. C'est pourquoi une de nos recommandations est de mener une ACS Plus qui est exhaustive et tient compte des minorités linguistiques, et de la rendre disponible. En effet, nous serions très heureuses de comprendre comment on en arrive à oublier un besoin pourtant criant sur le terrain lorsqu'il est question de la situation des femmes de la francophonie canadienne.

Andréanne Larouche: Madame Enayeh, je vous vois hocher de la tête. Si vous voulez ajouter quelque chose, n'hésitez pas.

• (1715)

Nour Enayeh: Effectivement, comme le dit madame Boutiyeb, quand on parle de l'ACS Plus et des services, on parle de choses qui devraient, en 2025, être déjà chose due. Nous sommes encore en train de redire des choses qui devraient être automatiques. Quand on a des plans d'action fédéraux qui ne mentionnent pas du tout les femmes francophones dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire, c'est très inquiétant. On en voit les répercussions sur le terrain directement.

Andréanne Larouche: Nous avons aussi reçu Marie-Eve Carignan et David Morin, des chercheurs de l'Université de Sherbrooke, qui travaillent beaucoup sur ces questions de montée des extrêmes. Ils disent qu'on manque de données et de recherches sur l'idéologie antiféminisme. On a déjà parlé de l'ACS Plus. On a parlé du soutien aux femmes francophones dans un contexte linguistique minoritaire. Pourquoi faut-il plus de recherches? Pourquoi avoir besoin de ces chiffres et de mieux documenter?

Soukaina Boutiyeb: Les recherches, c'est ce qui nous permet de verbaliser ce que nous vivons sur le terrain. Malheureusement, nous pouvons vivre des situations qui existent déjà. La situation du colis, que nous vous avons racontée, en est un exemple concret. Nous l'avons vécue en mai 2020, il y a cinq ans.

Des données concrètes sur les enjeux auxquels font face les femmes, encore plus quand on parle de données spécifiques à la francophonie en milieu minoritaire, malheureusement, ça n'existe pas. Pourquoi? C'est parce qu'il y a aussi un manque de financement accordé à des projets et à des recherches spécifiques à ce sujet. Il est donc important de s'assurer, quand on veut aussi répondre aux besoins de la population, d'avoir des données concrètes qui reflètent la réalité sur le terrain.

La présidente: Merci.

Nous continuons avec madame Vien pour cinq minutes.

Dominique Vien: Merci beaucoup, madame la présidente.

Merci à vous tous de vous être déplacés et de vous être rendus disponibles cet après-midi.

Docteur Kanojia, vous nous donnez un peu d'espoir en nous disant que plusieurs jeunes arrivent à trouver d'autres alternatives à ces réseaux un peu toxiques, qui les amènent sur une voie qui n'est pas désirable. Vous dites effectivement qu'ils ont trouvé d'autres alternatives. Puisque vous êtes en relation avec plusieurs jeunes, pourriez-vous nous parler d'un cas vécu d'un jeune qui a réalisé qu'il n'était pas sur le bon chemin?

[Traduction]

Dr Alok Kanojia: Si l'on regarde beaucoup des balados — il y a un terme en anglais « *podcast bro* » et j'ignore si vous l'avez déjà entendu —, on constate que bien des hommes s'intéressent au développement personnel. Il existe des communautés toxiques de développement personnel et d'épanouissement personnel, mais on trouve aussi des communautés utiles. Si je suis ici aujourd'hui, c'est parce que je suis psychiatre, mais aussi parce que je réalise des vidéos sur YouTube, et c'est également une partie du travail qu'accomplit la Healthy Gamer Foundation. Je fais des diffusions en direct sur Twitch et sur YouTube, et environ 10 à 15 millions de personnes — dont environ 7 à 12 millions sont des hommes — m'écoutent chaque mois pour entendre parler de solutions de rechange saines.

Il existe bien des communautés positives, plusieurs balados et d'autres genres d'abonnements connexes. Plusieurs influenceurs dans les médias sociaux et créateurs de contenu accomplissent ce travail. Il y a aussi des initiatives plus locales, comme les programmes des Grands Frères et Grandes Sœurs et des programmes de soutien par les pairs qui peuvent offrir des solutions de rechange saines.

[Français]

Dominique Vien: Merci beaucoup.

Est-ce que vous seriez en mesure de nous donner un aperçu de l'incidence de cette radicalisation chez nos jeunes hommes dans la population nord-américaine? On va englober les États-Unis, à moins que vous ayez une statistique sur le Canada, spécifiquement. Quelles sont vos observations là-dessus?

[Traduction]

Dr Alok Kanojia: Vous voulez savoir quel est le pourcentage de jeunes hommes qui se radicalisent?

Dominique Vien: Oui.

Dr Alok Kanojia: N'oubliez pas qu'il s'agit d'un continuum. Il y a des personnes qui en sont au début de la radicalisation et qui peuvent évoluer jusqu'à une radicalisation extrême.

On ne trouve pas de très bonnes statistiques en Amérique du Nord ou ailleurs. Toutefois, je crois que si vous examinez des problèmes connexes comme l'augmentation de la dépendance à la pornographie et aux jeux vidéo, il s'agit souvent de comorbidités. Lorsque nous avons affaire à une personne dépendante à la pornographie, la probabilité qu'elle souscrive à une idéologie antiféministe est élevée.

Nous constatons essentiellement un taux de radicalisation qui se situe entre 6 % et 15 %. C'est mon estimation, selon l'étude.

• (1720)

[Français]

Dominique Vien: Merci beaucoup.

Quand on est adolescent, on vit un tsunami d'émotions, notre corps change, tout change. Vous disiez que la solitude est vraiment un facteur de risque important. Un adolescent, c'est un adolescent. Il passe à travers une période difficile. Comment pourrions-nous améliorer son sort en ce qui a trait à l'adolescence, avec cette solitude? Est-ce qu'elle se manifeste avec plus d'acuité aujourd'hui qu'il y a 20 ou 30 ans?

[Traduction]

Dr Alok Kanojia: Tout à fait. Je crois que vous avez soulevé le point principal. Les adolescents ont toujours été des adolescents, mais ils vivent et grandissent maintenant dans un monde différent. Je crois que nous constatons toutes sortes de changements; le monde évolue.

Nous devons entre autres comprendre que la technologie nous offre des solutions de rechange. Enfant, j'ai également été victime d'intimidation et j'étais très isolé sur le plan social, mais je n'avais d'autre choix que de me réhabiliter socialement. J'ai eu beaucoup d'interactions sociales forcées quand j'ai commencé mes études universitaires. Ces interactions nous permettaient essentiellement de nous réhabiliter socialement.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Aujourd'hui, lorsqu'une personne, par exemple un homme âgé de 25 ans, voire de 15 ans, est

isolée sur le plan social, elle n'est plus obligée de sortir de la maison. Elle peut commander de la nourriture et faire du télétravail et n'a donc jamais à socialiser avec personne. C'est pourquoi il faut offrir davantage de programmes pour aider les adolescents à développer certaines compétences pour lesquelles nous n'avons jamais eu besoin de suivre une formation sociale.

Nous avons tenu une activité sur notre serveur Discord où nous nous exerçons à demander à des personnes de sortir avec nous et plus de 200 personnes y ont participé afin de s'exercer. Nous développons des compétences sociales. Nous développons des compétences de régulation des émotions. Dans le passé, les gens acquerraient ces compétences. Toutefois, aujourd'hui, étant donné la façon dont notre société est structurée, personne n'est obligé d'acquérir des compétences sociales.

Je suis sûr que les membres du Comité peuvent se souvenir de moments dans leur vie où ils n'avaient pas envie de faire quelque chose sur le plan social, mais où ils ont appris à le faire.

La présidente: Merci.

[Français]

Dominique Vien: Merci.

C'est déjà terminé, mais j'avais des questions pour les dames.

La présidente: Je suis désolée, mais votre temps est écoulé.

[Traduction]

J'aurais eu besoin de suivre une telle formation plus jeune, mais ce n'est pas le cas maintenant.

Passons maintenant à M. Chen, qui aura la parole pour cinq minutes.

Shaun Chen (Scarborough-Nord, Lib.): Merci, madame la présidente.

Docteur Kanojia, vous avez dit que le monde évolue. Nous savons que l'idéologie antiféministe existe depuis longtemps. Toutefois, les jeunes hommes et les garçons sont aujourd'hui plus connectés que jamais dans ce monde technologique.

Pouvez-vous citer des exemples positifs illustrant la manière dont les plateformes de jeux, les sites de diffusion en continu et les réseaux sociaux ont remédié à leur utilisation à des fins de diffusion de messages antiféministes ou ont tenté d'y remédier?

Dr Alok Kanojia: Vous voulez savoir si des plateformes sont parvenues à se protéger contre les messages antiféministes. Est-ce exact?

Shaun Chen: Oui.

Dr Alok Kanojia: Je crois que c'est ce qui se passe, lentement, mais sûrement, de façon très incohérente. Par exemple, certaines plateformes de jeu ont mis en œuvre un système qui donne à l'utilisateur le droit de communiquer ou lui interdit de communiquer par messagerie vocale. Si je suis une personne qui tient des propos toxiques ou blessants par messagerie vocale, le jeu le reconnaît en recourant à des analyses de modulation de la voix.

Je ne sais pas si c'est clair, mais en ce moment, je parle et je ne suis pas énervé. En revanche, si je commence à utiliser des jurons et à crier après les gens, la technologie dont nous disposons actuellement permet de reconnaître quand quelqu'un adopte un comportement toxique. Il existe aussi certaines fonctions de déclenchement automatique du mode sourdine ou de mise en sourdine de certaines choses.

J'ai travaillé avec un studio de création de jeux vidéo afin de créer un cycle plus positif de communauté sociale. Nous avons créé un système axé sur une rétroaction plus rapide. Je ne sais pas si c'est clair, mais pensez à la façon dont nous contrôlons le comportement humain: si votre enfant dit quelque chose d'inapproprié, en tant que parent, vous lui dites immédiatement. L'un des gros problèmes qu'ont les plateformes réside dans le fait qu'elles n'expliquent pas à la personne qu'elles punissent pourquoi elles le font. Il y a souvent un décalage entre le comportement et la punition. Si je dis quelque chose et que je suis banni d'une plateforme une semaine plus tard, je n'ai aucune façon de savoir ce que j'ai fait de mal ou quelle est la bonne mesure corrective.

Il y a effectivement des plateformes qui vont dans cette direction.

• (1725)

Shaun Chen: Merci.

Vous avez parlé de la souffrance commune que certains de ces jeunes hommes et garçons vivent et qui les pousse à rejoindre cette communauté commune où leur défavorisation sociale, les traumatismes qu'ils peuvent avoir vécus, leurs besoins en santé mentale et autres besoins non satisfaits les unissent. Quand j'entends ces facteurs, je pense aussi aux personnes qui sont opprimées, aux jeunes femmes et filles qui se trouvent à l'autre extrémité de cette idéologie antiféministe.

Selon vous, que pouvons-nous faire pour susciter une empathie qui permet à ces jeunes hommes et garçons de comprendre qu'ils perpétuent exactement les méfaits que ceux qui se trouvent à l'autre extrémité du problème subissent?

Dr Alok Kanojia: C'est une très belle question.

Ces problèmes ont nettement empiré à mesure que nous sommes devenus isolés et radicalisés. À mon avis, la chose la plus importante à faire est d'aller dans la direction inverse afin de créer des situations dans lesquelles les gens peuvent être plus exposés à la vie des autres.

Nous constatons que l'un des plus gros problèmes avec certaines de ces communautés de célibataires involontaires réside dans le fait que tout le monde veut exclure ces personnes quand elles s'expriment en public. Cette réaction est compréhensible parce qu'elles ont souvent un discours haineux et des opinions très généralisées de ce que sont les femmes et disent que toutes les femmes sont ainsi.

Je crois qu'il faut en partie pouvoir tolérer ce discours et ensuite éduquer ces personnes et leur offrir un meilleur point de vue. Beaucoup de recherches montrent que le mentorat et les pairs plus âgés sont très importants à cet égard. Cet élément qui fait réellement défaut dans ces communautés.

Shaun Chen: D'après votre expérience clinique et vos recherches, à ce stade, quels sont les facteurs émotionnels ou développementaux qui rendent les jeunes hommes particulièrement vulnérables aux types d'idéologies antiféministes que nous voyons?

Dr Alok Kanojia: L'élément le plus important dont nous ne parlons pas assez est, selon moi, ce que l'on appelle l'« alexithymie masculine normative ». L'alexithymie s'entend de l'incapacité à reconnaître son état émotionnel.

La plupart des hommes ne comprennent pas ce qu'ils ressentent en raison d'une combinaison de facteurs biologiques et de conditionnement social. Prenons l'exemple d'un célibataire involontaire: il ne comprend pas qu'il a honte ou peur; il croit seulement que le monde est contre lui. Il n'est pas conscient de son état émotionnel interne.

La raison pour laquelle nous l'appelons...

La présidente: Merci.

J'aimerais simplement rappeler à tous nos témoins que s'ils n'ont pas pu dire tout ce qu'ils voulaient dire, ils peuvent soumettre tout autre élément à la greffière. Le Comité se fera un plaisir de recevoir ces commentaires.

Mon travail est de faire avancer les choses.

[Français]

Madame Larouche, vous avez la parole pour deux minutes et demie.

Andréanne Larouche: Merci beaucoup, madame la présidente.

Mesdames Enayeh et Boutiyeb, je voudrais continuer à parler de vos recommandations. Vous avez notamment parlé de mesures législatives dans l'une de vos recommandations. Beaucoup de témoins nous parlent de l'importance de se donner des outils pour contrer les menaces qu'on peut faire en ligne et la cyberviolence. Des chercheurs et des victimes nous disent qu'il manque d'outils législatifs.

Vous parlez de plus d'outils législatifs, notamment d'une loi qui mettrait des limites à ce qu'on peut dire en ligne et qui permettrait qu'on intervienne quand cela devient trop violent.

Soukaina Boutiyeb: L'une des recommandations que nous suggérons comporte deux étapes. En premier lieu, il faut responsabiliser les personnes qui tiennent des propos antiféministes et violents et prendre en considération que ces propos ont des répercussions concrètes sur la vie des gens. En second lieu, il s'agit de responsabiliser les plateformes qui permettent d'avoir ce genre de discours, de les perpétuer et de les amplifier grâce aux algorithmes. Elles aussi sont responsables. Il faut donc essayer de les responsabiliser pour diminuer leur impact.

• (1730)

Andréanne Larouche: Avez-vous quelque chose à ajouter?

Nour Enayeh: Oui, je voulais ajouter qu'avec l'intersectionnalité, la situation des femmes empire. Par exemple, avec ce qui se passe sur le plan politique, les commentaires que je reçois, en tant que femme musulmane et femme voilée, changent. Quand les plateformes ne mettent pas de limite, il n'y a plus de limite à ce que les gens disent. Ça va directement dans la maison des gens. On dirait que les commentaires viennent directement nous toucher personnellement, chez nous, toucher nos enfants, nos familles. Ça continue à aller de plus en plus loin avec les changements politiques.

[Traduction]

La présidente: Merci.

Passons maintenant à Mme Roberts, qui aura la parole pour cinq minutes.

Anna Roberts: Merci, madame la présidente.

Merci encore une fois aux témoins d'être présents.

Ma question s'adresse à l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne.

Vous avez parlé de sensibilisation, d'éducation et de soutien aux femmes membres des minorités. Je suis membre d'une organisation dans ma collectivité qui aide les femmes qui arrivent de l'étranger. Comment pouvons-nous les éduquer sur les lois de notre pays afin qu'elles sachent quels sont leurs droits? Comment pouvons-nous le faire sans que les hommes interfèrent?

[Français]

Soukaina Boutiyeb: C'est une très bonne question.

Je pense que toute femme a le droit de connaître ses droits, qu'elle habite ici, qu'elle soit nouvelle arrivante ou que sa famille soit ici depuis plusieurs générations. Malheureusement, ce ne sont pas toutes les femmes qui sont pleinement conscientes de leurs droits, d'où l'importance de travailler étroitement avec les organisations pour s'assurer de mettre en place des projets qui peuvent sensibiliser les femmes par rapport à leurs droits, et dans leur langue aussi.

Dans ce contexte, les femmes francophones ne forment pas un groupe homogène. C'est un groupe très divers où il y a autant de femmes de différentes cultures, mais aussi de différentes appartenances identitaires. Le point commun de toutes ces femmes, c'est le français. C'est pour ça qu'il est important aussi de s'assurer d'avoir des projets en français pour répondre adéquatement aux besoins de la communauté francophone vivant en situation minoritaire.

[Traduction]

Anna Roberts: Pensez-vous que le gouvernement devrait envisager d'intégrer ces règles aux politiques en matière d'immigration? Beaucoup de nouvelles immigrantes avec qui j'ai échangé n'ont aucune idée de leurs droits. Diriez-vous qu'il faudrait les éduquer avant qu'elles présentent leur demande d'immigration? Je sais que c'est l'homme qui domine dans certaines cultures, et les femmes ignorent que dans le monde occidental, nous avons les mêmes droits que les hommes.

[Français]

Soukaina Boutiyeb: C'est souvent ça, le défi. On nous dit souvent qu'on est dans une société très égalitaire, ne serait-ce qu'au Canada. Or, le fait de devoir parler de cet antiféminisme nous montre aussi qu'il y a encore beaucoup de travail à faire au sein de notre société.

Pour revenir à la question, qui était une très bonne question, il est important de s'assurer que tout le monde connaît ses droits, que le droit est proche du peuple, et que tout le monde est conscient de ses droits. On devrait s'assurer qu'il n'y a pas de barrière linguistique, économique ou autre par rapport aux femmes principalement, et que tout le monde a la connaissance de ses droits.

[Traduction]

Anna Roberts: Merci.

Docteur Kanojia, je vous pose la même question. Travaillez-vous avec de nouveaux immigrants et leur expliquez-vous que les lois ici, en Occident, sont quelque peu différentes et que le respect des

femmes au Canada diffère peut-être de ce que l'on voit dans un autre pays ou dans la région du monde d'où ils viennent?

Dr Alok Kanojia: Je ne dirais pas que je travaille avec des immigrants en tant que catégorie, mais plusieurs de mes patients et j'ai travaillé avec bien des personnes qui sont des immigrants et que j'ai dû éduquer sur toute une gamme de sujets, y compris l'égalité entre les genres, ainsi que divers aspects de la santé sexuelle au sujet desquels ils ne sont souvent pas éduqués.

Je rencontre des immigrants, mais mes interventions ne sont pas axées sur cette catégorie en particulier.

● (1735)

La présidente: Je vois que Mme Enayeh a levé la main.

Anna Roberts: Oui, je sais. J'allais seulement...

Madame Enayeh, pourriez-vous...? Merci.

Nour Enayeh: J'allais intervenir pour dire « adapté à la culture ». J'ai déjà travaillé avec des réfugiés et je peux vous dire que lorsque nous utilisons le même langage pour tout le monde et que nous leur expliquons que c'est ainsi que ça se passe au Canada et qu'ils doivent agir de cette façon, ça ne fonctionne pas. Nous devons adapter le langage à la population avec laquelle nous travaillons.

[Français]

Il faut que les hommes ne se sentent pas visés. C'est la première chose. Dès qu'on voulait parler aux femmes, les hommes se sentaient visés, alors que non, on leur parle pour que la famille soit bien.

[Traduction]

Chaque culture a sa propre façon d'aborder ces questions et toutes les cultures veulent que les femmes soient en sécurité. Il faut simplement savoir comment transmettre ce message.

Anna Roberts: C'est intéressant parce que quand je parle à ces femmes, elles sont épatées de savoir que le Canada garantit autant de droits et de privilèges. Cela me porte à croire qu'elles l'ignoraient. Lorsqu'elles sont éduquées, il y a toujours une friction entre elles et leur époux parce que ce n'est pas le monde d'où ils viennent.

Comment pouvons-nous les protéger et veiller à...? Écoutez, ce n'est pas contre les hommes. Ce n'est pas contre les femmes. Comment pouvons-nous...

La présidente: Je suis désolée. Votre temps est écoulé. C'est une excellente question.

J'aimerais dire aux témoins qu'ils peuvent soumettre des renseignements supplémentaires à la greffière s'ils le veulent, nous leur en serions très reconnaissants.

Nous passons à notre dernière ronde de questions de cinq minutes

Madame Khalid, la parole est à vous.

Iqra Khalid: Merci beaucoup, madame la présidente.

Je veux faire suite à ce que Mme Roberts avait à dire. Je ne crois pas qu'il s'agit d'un problème qui touche la communauté ou les immigrants. Nous sommes aux prises avec la violence fondée sur le sexe partout dans le monde, y compris au Canada. La couleur de votre peau n'a pas d'importance, tout comme votre âge ou votre niveau d'éducation. Lorsque les femmes sont traitées avec violence — lorsqu'elles sont assassinées ou agressées —, cela n'a rien à voir avec leur origine et la façon dont elles s'adaptent aux lois qui existent ou pas dans un certain pays du monde.

Je suis désolée. Je devais le mentionner parce qu'en tant que femme de couleur, je dois dire que ce problème ne touche pas que des communautés de nouveaux arrivants précises. Il touche le monde entier.

L'une des choses intéressantes dont le Dr Kanojia a parlé — et j'aimerais bien entendre vos commentaires à ce sujet, mesdames Boutiyeb et Enayeh —, c'est l'augmentation de la pornographie et du jeu en ligne, qui a accentué ou exacerbé ce qui était déjà là à mon avis. Nous parlions des facteurs qui créent cette culture, cette idéologie d'antiféminisme. J'aimerais que vous preniez le temps de vous exprimer à ce sujet.

À l'origine, dans les magazines de mode, quand le corps des femmes était considéré comme des objets, les femmes devaient se conformer à une certaine norme, qu'il s'agisse de la forme de leurs sourcils et de leur corps, des vêtements qui étaient les meilleurs à porter et de la couleur de peau qui était préférable. Comment avons-nous géré les problèmes de santé mentale dont les femmes souffraient à cette époque, qu'il s'agisse d'anorexie mentale ou de boulimie? Quelles leçons découlant des campagnes de sensibilisation lancées pour aider les femmes et les filles pouvons-nous utiliser pour essayer maintenant d'aider les hommes et les garçons?

Madame Enayeh, vous pouvez répondre en premier et Mme Boutiyeb répondra ensuite. Merci.

Nour Enayeh: Je crois que la solution réside dans la représentation. Selon moi, ce que nous faisons avec les femmes à l'heure actuelle... La culture change. Il y a toute une culture qui doit changer. Tout comme nous l'avons fait avec la représentation des femmes... de formes et d'âges différents... À mon avis, je pense qu'il en est de même pour les hommes.

Je ne suis pas médecin. Le Dr Kanojia pourra me corriger si j'ai tort. Cependant, je vois beaucoup de choses en ligne en ce qui concerne la mise en forme... des choses comme les compagnons de conditionnement physique, des hommes qui expliquent comment faire du conditionnement physique. C'est là où je vois que l'on donne une image, que l'on envoie un message selon lequel les hommes doivent ressembler à ceci et les femmes doivent ressembler à cela. Le fait d'être en forme et en santé est toujours lié à une certaine image.

Nous commençons à réaliser de bons progrès en représentant plus de corps de femmes, et des femmes de tous âges, des femmes ridées, par exemple. Je crois que les hommes devraient aussi être représentés différemment. Nous faisons encore des blagues sur les ventres des pères. Je crois que les hommes doivent être plus à l'aise avec les représentations qu'ils voient d'eux.

• (1740)

Iqra Khalid: Merci. Les corps de père sont les plus beaux, en passant.

Madame Boutiyeb, avez-vous quelque chose à ajouter?

Soukaina Boutiyeb: Je peux faire un commentaire à ce sujet.

[Français]

Absolument. À mon avis, il faut quand même reconnaître la perte de modèles et on oublie souvent qu'il est important d'avoir des modèles. Chaque personne, sans s'en rendre compte, va toujours regarder les autres et se comparer. C'est dans notre subconscient. Il serait important aussi de valoriser les différentes corpulences des gens, ce qui représente les différentes personnes qui existent au sein de la société, et de les mettre en avant. Lorsque je dis les mettre en avant, c'est de les normaliser et de ne pas toujours montrer qu'un seul modèle. Je pense également que, plus on normalise les différences que nous avons en tant qu'êtres humains sur la place publique, plus ça devient normal, et on va davantage se concentrer sur ce que la personne dit et non pas sur l'image qu'elle projette.

[Traduction]

Iqra Khalid: Merci.

Enfin, docteur Kanojia, voulez-vous clore cette ronde de question et formuler les derniers commentaires?

Dr Alok Kanojia: Je crois que vous soulevez un point très important. Le trouble de dysmorphie corporelle et les troubles alimentaires sont en hausse chez les jeunes hommes. Cela provient en grande partie de... Ils ont cette idée, véhiculée par Internet, du genre d'homme qu'ils sont censés être, et ils ne sont pas à la hauteur de cette fausse idée. L'une des choses que je dis aux gens, c'est d'aller visiter un terrain de jeu. Ils y verront de vraies mères et de vrais pères. Ils n'y verront pas ce qu'ils voient sur Instagram ou TikTok.

La présidente: Excellent. Merci beaucoup à tous nos témoins de leurs témoignages aujourd'hui. C'était très bien.

Je rappelle aux membres du Comité que demain, nous présentons notre rapport sur le féminicide à la Chambre. Il y aura une conférence de presse tout de suite après, à 10 h 30. Nous avons déterminé que tous les députés pourront être présents. Un membre de chaque parti parlera après moi et je ferai ensuite un résumé, comme la dernière fois.

Y a-t-il des questions à ce sujet avant que je ne lève la séance?

Madame Ménard, allez-y.

[Français]

Marie-Gabrielle Ménard: J'avais une question, mais vous venez d'y répondre, madame la présidente.

Mesdames Larouche et Vien, la dernière fois que nous sommes allées à une conférence de presse, il y avait eu une petite confusion. Sommes-nous donc d'accord pour dire que tout le monde est le bienvenu, et qu'une personne par parti pourra prendre la parole?

[Traduction]

La présidente: Oui. Tout le monde est le bienvenu et seul un porte-parole par parti pourra s'exprimer. Je commencerai. Les libéraux auront ensuite la parole, et ils seront suivis d'un porte-parole des conservateurs et d'un porte-parole du Bloc, après quoi je ferai un résumé et nous passerons aux questions. Nous pourrions répondre aux questions ensemble. Il n'y a aucun pas de problème.

Excellent. Merci beaucoup de l'attention que vous nous avez accordée ce soir.

Sur ce, la séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>